

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
S AGEMEN	Identifier rapidement nos engagements clés
€0CU3	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
SONSA BILLI	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

L'édito



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2016

Madame/Monsieur le Maire/Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégataire qui vous permet de disposer des informations relatives à la gestion de votre service de l'eau et de l'assainissement tout au long de l'année 2016.

A travers ses différentes composantes, techniques, économiques et environnementales, vous pourrez ainsi analyser la performance de votre service, pour lequel nos équipes se mobilisent au quotidien.

Nos responsables locaux sont à votre disposition pour venir vous présenter ce bilan annuel, à vous-même ainsi qu'à vos équipes.

Les services publics de l'eau et de l'assainissement sont en profonde mutation. La loi NOTRe devrait diviser par 10 le nombre d'entités organisatrices d'ici à 2020. Dans le même temps, celles-ci vont concentrer de nouvelles compétences telles que la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI), la biodiversité, la défense-incendie, l'assainissement par temps de pluie...

Les femmes et les hommes de Veolia Eau France sont résolument engagés à vos côtés pour faire face à ces nouveaux défis. La qualité du service rendu et les solutions apportées pour répondre à ces enjeux comme la plateforme d'hypervision Waternamics ou notre accompagnement des collectivités impactées par les inondations de juin 2016 apportent un meilleur service à l'ensemble des habitants et participent à l'attractivité des territoires.

Veolia Eau France poursuit également ses efforts pour mieux répondre à vos attentes en termes de proximité.

Des centres régionaux ont été mis en place pour ancrer nos compétences au cœur des territoires. Cet ancrage garantit qualité et réactivité pour votre service. De nouveaux projets pilotes visant à renforcer encore cette proximité ont été déployés en 2016, avec la préfiguration d'organisations opérationnelles plus autonomes à l'échelle des territoires.

Par ailleurs, et au-delà d'enjeux de plus en plus partagés par l'ensemble des acteurs, comme la nécessité de faire face au vieillissement des réseaux ou, demain, à la question des perturbateurs endocriniens, le cumul de nouvelles exigences réglementaires a un impact fort sur la gestion des services. L'interdiction des coupures d'eau pour impayé pour les résidences principales, la systématisation des dégrèvements pour fuite, les obligations renforcées de repérages avant chantier sur les réseaux, la gestion du risque amiante avant travaux sont autant de sujets qui obligent à adapter les savoir-faire tout en impactant l'économie des services. Les solutions les plus adaptées à chaque situation doivent être alors déterminées localement.

Nous vous remercions de faire confiance aux femmes et aux hommes de Veolia Eau France pour le service de vos concitoyens. Ils ont à cœur de mettre la transparence, la qualité et l'innovation au centre des missions que vous leur confiez.

Je vous prie d'agréer, Madame/Monsieur le Maire/Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems Directeur Général de Veolia Eau France

Sommaire

1.	L'ESS	ENTIEL DE L'ANNEE	9
	1.1.	Présentation du Contrat	10
	1.2.	L'essentiel de l'année 2016	12
	1.3.	Les indicateurs réglementaires 2016	14
	1.4.	Autres chiffres clés de l'année 2016	15
	1.5.	Le prix du service public de l'assainissement	17
2.	LES	CLIENTS DE VOTRE SERVICE ET LEUR	
		OMMATION	19
	2.1.	Les abonnés du service et l'assiette de la	
		redevance	
	2.2.	La satisfaction des clients	
	2.3.	Données économiques	23
3.		ORGANISATION DE VEOLIA AU SERVICE DES	
		TS	
	3.1.	Un dispositif au service des clients	
	3.2.	Présentation du Centre	27
	3.3.	Les équipes et moyens au service du	••
		patrimoine	
4	3.4.	Veolia, acteur local du territoire	
4.		TRIMOINE DE VOTRE SERVICE	
	4.1.	L'inventaire des biens	
	4.2.	Les indicateurs de suivi du patrimoine	
_	4.3. LA	Gestion du patrimoine PERFORMANCE ET L'EFFICACITE	40
Э.		ATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE	43
	5.1.	La maintenance du patrimoine	
		·	
	7 /	L'efficacité de la collecte	
	5.2. 5.3	L'efficacité de la collecte	
	5.3.	L'efficacité du traitement	51
	5.3. 5.4.	L'efficacité du traitement L'efficacité environnementale	51 59
6.	5.3. 5.4. 5.5.	L'efficacité du traitement L'efficacité environnementale Propositions d'amélioration du patrimoine	51 59 62
6.	5.3. 5.4. 5.5.	L'efficacité du traitement L'efficacité environnementale Propositions d'amélioration du patrimoine PPORT FINANCIER DU SERVICE	51 59 62
6.	5.3. 5.4. 5.5. LE RA	L'efficacité du traitement L'efficacité environnementale	51 59 62 63
6.	5.3. 5.4. 5.5. LE RA	L'efficacité du traitement L'efficacité environnementale	51 59 62 63
6.	5.3. 5.4. 5.5. LE RA 6.1.	L'efficacité du traitement	51 59 62 63 64 67
6.	5.3. 5.4. 5.5. LE RA 6.1. 6.2. 6.3.	L'efficacité du traitement	51 59 62 63 64 67 68
	5.3. 5.4. 5.5. LE RA 6.1. 6.2. 6.3. 6.4.	L'efficacité du traitement	51 59 62 63 64 67 68 69 73
	5.3. 5.4. 5.5. LE RA 6.1. 6.2. 6.3. 6.4.	L'efficacité du traitement	51 59 62 63 64 67 68 69 73
	5.3. 5.4. 5.5. LE RA 6.1. 6.2. 6.3. 6.4. ANNE	L'efficacité du traitement	51 59 62 63 64 67 68 69 73 74
	5.3. 5.4. 5.5. LE RA 6.1. 6.2. 6.3. 6.4. ANNE 7.1.	L'efficacité du traitement	51 59 62 63 64 67 68 69 73 74 75
	5.3. 5.4. 5.5. LE RA 6.1. 6.2. 6.3. 6.4. ANNE 7.1. 7.2.	L'efficacité du traitement	51 59 62 63 64 67 68 69 73 74 75 76
	5.3. 5.4. 5.5. LE RA 6.1. 6.2. 6.3. 6.4. ANNE 7.1. 7.2. 7.3.	L'efficacité du traitement	51 59 62 63 64 67 68 69 73 74 75 76 82
	5.3. 5.4. 5.5. LE RA 6.1. 6.2. 6.3. 6.4. ANNE 7.1. 7.2. 7.3. 7.4.	L'efficacité du traitement	51 59 62 63 64 67 68 69 73 74 75 76 82 83
	5.3. 5.4. 5.5. LE RA 6.1. 6.2. 6.3. 6.4. ANNE 7.1. 7.2. 7.3. 7.4. 7.5.	L'efficacité du traitement	51 59 62 63 64 67 68 69 73 74 75 76 82 83 92





1. L'essentiel de l'année

1.1. Présentation du Contrat

Bouxieres aux Dames (asst)

Des professionnels disponibles et proches de vous

Vos interlocuteurs Exploitation



Manager du Service Meurthe&Moselle Centre -Meuse Sud gilles.poirot@veolia.com



Sonia VITHE Responsable d'Unité Opérationnelle Réseaux Meurthe&Moselle Centre -Meuse Sud sonia.vithe@veolia.com



Florian JAMAIN Responsable d'Unité Opérationnelle Usines Meurthe&Moselle Centre -Meuse Sud florian.jamain@veolia.com



Ludovic GARNIER Responsable d'Unité Opérationnelle Travaux Meurthe&Moselle Centre -Meuse Sud ludovic.garnier@veolia.com

Votre interlocutrice Contrat



Nabila AYAD Directrice Territoriale Lorraine Sud nabila.ayad@veolia.com

Chiffres clés



Nombre d'habitants desservis



Capacité de dépollution (EH)



1674 Nombre d'abonnés (clients)



Longueur de réseau (km)



Nombre d'installations de dépollution



Données clés

Délégataire
 VEOLIA EAU - Compagnie Générale

des Eaux

Périmètre du service
 BOUXIERES AUX DAMES

Numéro du contrat
 H3231

Nature du contrat
 Affermage

Prestations du contrat
 Dépollution, Gestion clientèle,

Refoulement, relèvement, Collecte

des eaux usées

◆ Date de début du contrat
01/01/2007

▶ Date de fin du contrat 30/06/2017

Les engagements vis-à-vis des tiers

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau cidessous).

Sans objet.

Liste des avenants

Avenant N°	Date d'effet Commentaire	
1	18/11/2016	Prolongation du contrat 6 mois

1.2. L'essentiel de l'année 2016

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

- ♦ Le nombre de clients assainis reste stable tout comme l'assiette de la redevance par rapport à l'exercice 2015 (-0.3 % pour les deux indicateurs).
- Le délégataire a procédé à la rénovation de 19 grilles avaloirs et de 15 regards d'avaloirs, au curage préventif de 1 265 grilles avaloirs et à la rénovation d'un tampon de regard.
- Un tampon de regard a été renouvelé en 2016.
- 6 enquêtes de contrôle de conformité de branchement ont été réalisées en 2016. 2 des installations contrôlées sont jugées non conformes.
- 5 442 ml de réseau ont été curés (5 442 ml de manière préventive et 180 ml en curatif).
- ▶ Les volumes entrants de la station d'épuration ont très fortement augmenté de 62.4 % par rapport à 2016. L'année 2016 a été particulièrement pluvieuse par rapport à 2015 année relativement sèche et la pompe à vitesse variable a relevé beaucoup plus d'effluent et d'ECP qu'auparavant.
- Les charges entrantes ont augmenté pour les paramètres DCO, DBO5, NTK, respectivement de 11.5 %, 67.7 % et 26.4 %. La charge en MES est en baisse de 5.4 % et celle en Pt de 4.2 %.
- La performance globale du système est de 100 % en 2016.
- La consommation énergétique de la station d'épuration a légèrement augmenté de 4.3 % en 2016.

PROPOSITIONS D'AMELIORATION

- Les travaux d'éliminations des eaux claires parasites sont à poursuivre afin d'améliorer la collecte et de traiter la pollution sur la station de traitement.
- Des travaux de remise en état du collecteur unitaire rue Montataire sont à prévoir.
- Renouvellement de la file eau de la station de traitement des eaux usées.
- Mise en œuvre d'un équipement de comptage en sortie de station pour respecter la réglementation liée à l'autosurveillance des équipements de traitement supérieur à 2 000 Eq/habitants.

PRINCIPALES EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

Application de l'arrêté du 21 juillet 2015

Le système d'assainissement de chaque collectivité est tenu de fonctionner conformément à la Directive Européenne sur les Eaux Résiduaires Urbaines. Deux textes réglementaires publiés durant l'année 2015 sont venus renforcer l'évaluation de la performance du système d'assainissement, à savoir :

- l'arrêté du 21 juillet 2015 (remplaçant l'arrêté du 22 juin 2007) qui fixe les prescriptions s'appliquant aux collectivités pour la conception, l'exploitation, la surveillance et l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement et positionne le maître d'ouvrage au centre du dispositif d'atteinte et de mesure de la performance du système d'assainissement.
- la note technique du 7 septembre 2015 qui précise les prescriptions pour la surveillance des systèmes de collecte et les performances à atteindre en matière de collecte des eaux usées, notamment par temps de pluie ainsi que les modalités d'actions en cas de manquement. En particulier, les rejets au milieu naturel par temps de pluie ne devront pas dépasser 5% en volume ou en charge, ou 20 déversements par an pour chacun des déversoirs d'orage, selon une option à retenir par la collectivité.

La majorité des dispositions introduites par ces deux textes sont entrées en application au 1^{er} janvier 2016. Aussi, les services en charge de la Police de l'Eau sont susceptibles d'avoir d'ores et déjà modifié les critères d'évaluation de la conformité des installations de traitement pour l'année 2016 et les suivantes.

Pour la conformité des réseaux de collecte, la note technique du 7 septembre 2015 prévoit que les critères d'évaluation et les valeurs seuils associées à ces mêmes critères soient mis en œuvre sur la base de propositions argumentées par les Collectivités.

La partie de ce rapport annuel dédiée à la présentation des indicateurs de performance du système d'assainissement a été adaptée pour tenir compte de ces évolutions réglementaires.

Les études d'analyses de risques de défaillance pour les stations ≥ 2000 EH, n'en disposant pas et en service au 1^{er} juillet 2015, ainsi que les cahiers de vie sur les stations < 2000 EH doivent être finalisés dans le courant de l'année 2017.

Recherche de micropolluants dans les eaux usées

La note technique du 12 août 2016 précise les modalités de recherche des substances dangereuses dans les eaux (RSDE). Cette surveillance, suspendue par la note du 19 janvier 2015, devra être de nouveau mise en œuvre en 2018 sur les stations d'épuration de plus de 10 000 EH. Par ailleurs, la note du 12 août 2016 renforce la lutte à la source contre les micropolluants en rendant obligatoire la recherche au sein de la zone de collecte des émetteurs de substances présentes significativement au niveau de la station d'épuration, et cela dès 2017 pour un certain nombre de systèmes d'assainissement.

Veolia se tient à votre disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes importants et évaluer leurs conséquences pour votre service.

1.3. Les indicateurs réglementaires 2016

Service public de l'assainissement collectif

INDICAT	EURS DESCRIPTIFS DES SERVICES	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
[D201.0]	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Collectivité (2)	4 163
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	0
[D203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	11,9 t MS
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m ³ TTC	Délégataire	1,92 €uro/m³
INDICAT	EURS DE PERFORMANCE	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	%
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité et Délégataire (2)	30
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents (*)	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau (2)	A la charge de la Police de l'eau
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délégataire	100 %
[P207.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	0
[P207.0]	Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	0
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	0,00 u/1000 habitants
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Délégataire	8,98 u/100 km
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	0,00
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	100 %
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	
[P256.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	0,20 %
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,00 u/1000 abonnés

⁽¹⁾ Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

⁽²⁾ Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

^(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

1.4. Autres chiffres clés de l'année 2016

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Délégataire	0,0 %
Conformité réglementaire des rejets (directive européenne)	Délégataire	100,0 %
LA GESTION DU PATRIMOINE	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	1 371
Nombre de branchements eaux pluviales	Délégataire	251
Nombre de branchements neufs	Délégataire	1
Linéaire du réseau de collecte (hors eaux pluviales)	Collectivité (2)	22 256 ml
Nombre de postes de relèvement	Délégataire	3
Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	1
Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	4 500 EH
COLLECTE DES EAUX USEES	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	21
Longueur de canalisation curée	Délégataire	1 533 ml
A DEPOLLUTION	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
Volume arrivant (collecté)	Délégataire	405 585 m ³
Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	99 kg/j
Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	1 654 EH
Volume traité	Délégataire	405 585 m ³
EVACUATION DES SOUS-PRODUITS	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	0 t
Masse de sables évacués	Délégataire	0 t
Volume de graisses évacuées	Délégataire	0 m ³
ES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
Nombre de communes desservies	Délégataire	1
Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	1 674
- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	1 674
- Nombre d'autres services (réception d'effluent)	Délégataire	
Assiette totale de la redevance	Délégataire	165 227 m ³
- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	165 227 m ³
 Assiette de la redevance « autres services» (réception d'effluent) 	Délégataire	m ³

⁽¹⁾ Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

⁽²⁾ Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES USAGERS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	88 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Non
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement	Délégataire	Non
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui

1.5. Le prix du service public de l'assainissement

LA GOUVERNANCE DU SERVICE : ROLES ET RESPONSABILITES DES ACTEURS Le contrat précise les rôles et responsabilités de l'autorité publique et de l'opérateur, les obligations de résultats, les objectifs de performance à atteindre et le prix du service ainsi que son évolution sur la durée du contrat.

Dans ce cadre, la gouvernance du service public de l'assainissement repose sur deux parties prenantes clés :

- L'autorité organisatrice : la collectivité locale fixe le niveau d'ambition pour le service public, définit les objectifs de performance à atteindre et contrôle l'opérateur,
- L'opérateur : Veolia gère le service, assure l'amélioration continue de la performance. Il rend compte à la collectivité et facilite sa mission de contrôle.

Veolia respecte la gouvernance mise en œuvre et veille à développer des outils et des pratiques permettant à chacun d'exercer pleinement son rôle.

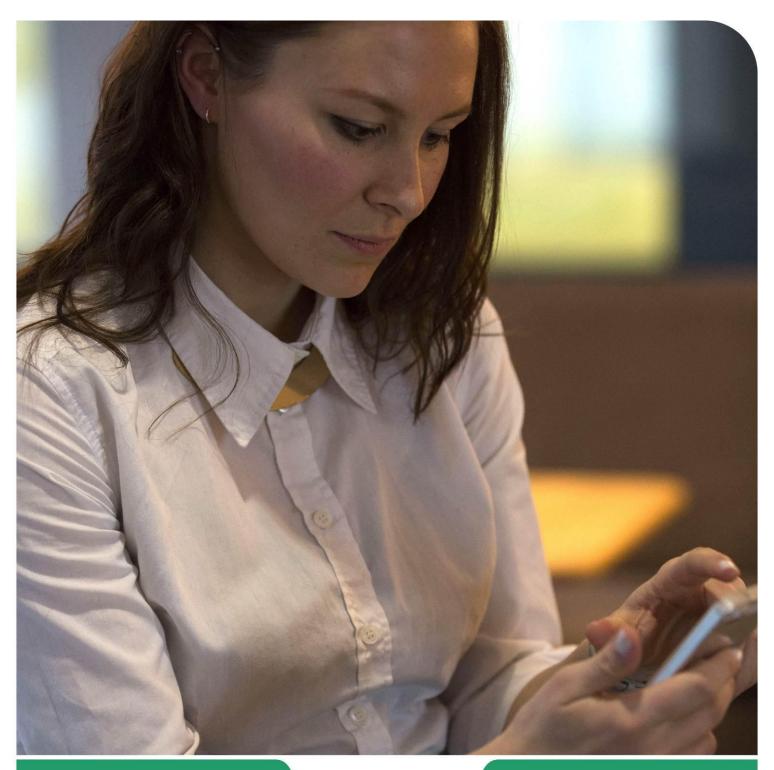
LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. Elle représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de BOUXIERES AUX DAMES l'évolution du prix du service d'assainissement par m³ [D102.0] et pour 120 m³, au 1^{er} janvier est la suivante :

BOUXIERES AUX DAMES		Prix	Montant	Montant	
Prix du service de l'assainissement	Volume	Au	Au	Au	N/N-1
collectif		01/01/2017	01/01/2016	01/01/2017	
Part délégataire			96,12	97,24	1,17%
Abonnement			19,28	19,50	1,14%
Consommation	120	0,6478	76,84	77,74	1,17%
Part communale			84,00	84,00	0,00%
Consommation	120	0,7000	84,00	84,00	0,00%
Organismes publics			27,96	27,96	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,2330	27,96	27,96	0,00%
Total € HT			208,08	209,20	0,54%
TVA			20,81	20,92	0,53%
Total TTC			228,89	230,12	0,54%
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			1,91	1,92	0,52%

Les factures type sont présentées en annexe.





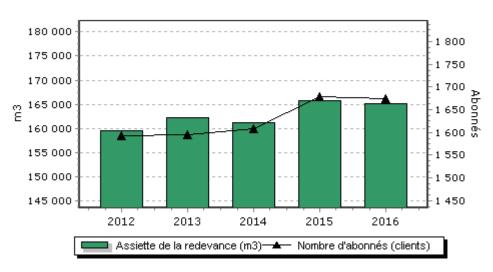
2. Les clients de votre service et leur consommation

2.1. Les abonnés du service et l'assiette de la redevance

Le nombre d'abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, et le nombre d'habitants desservis **[D201.0]** figurent au tableau suivant :

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 593	1 594	1 609	1 679	1 674	-0,3%
Abonnés sur le périmètre du service	1 593	1 594	1 609	1 679	1 674	-0,3%
Assiette de la redevance (m3)	159 529	162 144	161 224	165 776	165 227	-0,3%
Effluent collecté sur le périmètre du service	159 529	162 144	161 224	165 776	165 227	-0,3%
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	4 070	4 139	4 212	4 177	4 163	-0,3%

Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance



→ Les principaux indicateurs de la gestion clientèle

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client			0	7	193	2 657,1%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	11	78	0	144	84	-41,7%
Taux de mutation	0,7 %	4,9 %	0,0 %	8,6 %	5,1 %	-40,7%

Depuis 2016, le nombre d'interventions avec déplacement chez le client intègre désormais tout type d'interventions avec déplacement, y compris celles liées aux enquêtes sur branchement. Auparavant, seules les interventions techniques étaient mentionnées.

ightarrow Les données clientèle par commune

BOUXIERES AUX DAMES	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	4 070	4 139	4 212	4 177	4 163	-0,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 593	1 594	1 609	1 679	1 674	-0,3%
Assiette de la redevance (m3)	159 529	162 144	161 224	165 776	165 227	-0,3%

2.2. La satisfaction des clients

Pour adapter les services proposés aux abonnés et aux habitants, Veolia réalise régulièrement un baromètre de satisfaction.

Il porte à la fois sur :

- la qualité de la relation avec l'abonné : accueil par les conseillers du Centre d'appel, par ceux de l'accueil de proximité,...
- la qualité de l'information adressée aux abonnés.

Les résultats représentatifs de votre service en décembre 2016 sont :

	2016
Satisfaction globale	88
La continuité de service	96
Le niveau de prix facturé	52
La qualité du service client offert aux abonnés	82
Le traitement des nouveaux abonnements	90
L'information délivrée aux abonnés	79

Des indicateurs de performance permettent d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu au client.

→ Le taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers [P251.1]

En 2016, le taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers est de 0,00 u/ 1000 habitants.

→ Le taux de réclamations écrites [P258.1]

En 2016, le taux de réclamations écrites [P258.1] pour votre service est de 0,00/1000 abonnés.

→ Les engagements de service de Veolia

Les engagements de service auprès des abonnés du service public sont formalisés dans une Charte. Elle regroupe les 5 engagements pris pour apporter chaque jour aux habitants un service public de qualité.

En cas de non-respect de la Charte, Veolia offre à l'abonné l'équivalent de 10 m³ d'eau. Le nombre d'indemnisations accordées en 2016 au titre de non-respect de la charte s'élève à **0**

2.3. Données économiques

→ Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P257.0]

Le taux d'impayés est de 0,20 %.

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année 2016 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'impayés	0,13 %		0,74 %	0,31 %	0,20 %

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances (et alors que les fermetures pour impayés restent par exemple légales en dehors de la trêve hivernale dans le domaine de l'énergie), les services d'eau ont désormais interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs de la filière (délégataires, collectivités...).

→ Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]

Assurer l'accès de tous au service public est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau.
- Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2016, le montant des abandons de créance s'élevait à 0 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

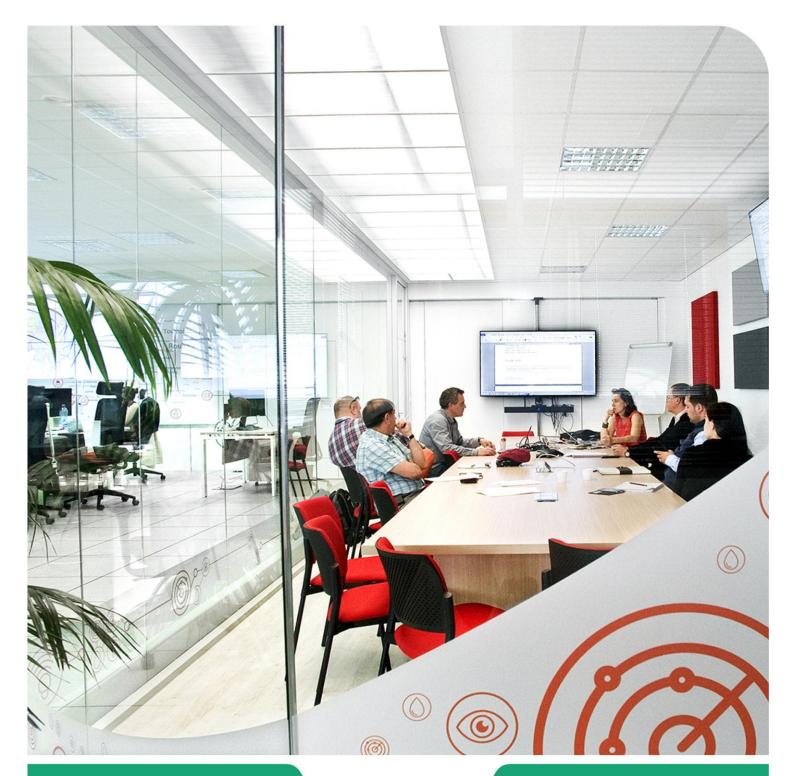
	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire	0	0	0	0	0
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Assiette totale (m3)	159 529	162 144	161 224	165 776	165 227

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret [P 207.0], en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

→ Les échéanciers de paiement

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année				15	12
Nombre de dossiers de dégrèvements acceptés					8





3. Une organisation de Veolia au service des clients

3.1. Un dispositif au service des clients

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

POMPEY

ZI Pompey Industries Boulevard de Finlande 54340 POMPEY



Lundi, mardi et vendredi de 14h à 16h

TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER



Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous du lundi au vendredi de 8h30 à 18h.



Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 969 390 314** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).

VOTRE SERVICE CLIENT EN LIGNE EST ACCESSIBLE:



sur votre smartphone via nos applications iOS et Android.



Vos Urgences 7 Jours Sur 7, 24h Sur 24



Pour tout débordement, obstruction, incident ou fait anormal, touchant le réseau, un branchement, un poste de relèvement ou une usine de dépollution, nous intervenons jour et nuit

Les services proposés aux clients sont rendus à travers l'accueil de proximité, le Centre d'appel, le choix des différents modes de paiement, les propositions de rendez-vous dans une plage horaire définie et limitée à deux heures.

L'exploitation est optimisée de manière à perturber le moins possible les usagers de service.

3.2. Présentation du Centre





Sébastien DESANLISDirecteur Exploitation

Chiffres clés

Eau potable



1 030 000 habitants desservis



km de conduites (hors branchements)



installations d'eau potable

Assainissement

Effectif du centre



740 000 habitants desservis



km de conduites (hors branchements)



stations d'épuration



3.3. Les équipes et moyens au service du patrimoine

3.3.1. UNE ORGANISATION REACTIVE

Des moyens nationaux, régionaux et locaux sont mobilisés pour vous apporter toute leur expertise et garantir une haute performance de service dans le domaine de l'assainissement.

→ Les fonctions support : des services experts

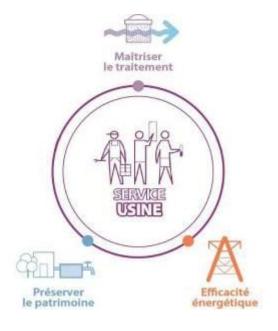
Chaque Centre Régional de Veolia dispose de services experts dans les domaines de :

- la clientèle,
- ♦ la maîtrise technique et l'aide à l'exploitation,
- la qualité, la sécurité et l'environnement,
- les ressources humaines et la formation,
- la finance.
- l'informatique technique et de gestion,
- la communication,
- la veille juridique et réglementaire.

→ L'organisation locale : mettre nos compétences au plus près du terrain

Veolia organise ses compétences au plus près du terrain en créant :

- une filière dédiée à la clientèle,
- une filière exploitation structurée autour de compétences réseaux et usines, eau et assainissement.





Afin de renforcer la proximité avec vos équipes, un Responsable de Contrat permet à votre Collectivité de disposer d'un interlocuteur dédié. Il répondra à toutes vos questions et est garant de la qualité de notre compte-rendu.

→ L'organisation de l'astreinte

Le service d'astreinte peut être mobilisé sur simple appel au Centre Service Client.

Le numéro de l'astreinte sur votre territoire est 09 69 32 35 54. A ce numéro, 7 jours/7 et 24h/24, un interlocuteur est à votre disposition pour prendre en charge toute demande d'intervention ou pour vous renseigner sur la nature et la localisation des incidents en cours de traitement sur votre commune.



3.3.2. DES MOYENS GARANTS DE LA PERFORMANCE

→ Les outils informatiques d'exploitation

Nous utilisons des applications informatiques adaptées à nos besoins, pour l'ensemble de nos tâches d'exploitation :

- la gestion patrimoniale des usines et la maintenance des équipements électromécaniques,
- le Système d'Information Géographique pour la cartographie des réseaux,
- la télésurveillance et la télégestion des installations,
- le suivi et le contrôle de la qualité de l'eau,
- la planification et le suivi des interventions terrain,
- la gestion clientèle.

→ Les outils de mobilité au service de l'efficacité

Les techniciens de terrain disposent de Smartphones, tablettes et ordinateurs portables.

Sur ces outils de mobilité, ils peuvent :

• accéder à des informations techniques, à leur planning d'intervention ou encore à la procédure de maintenance d'un équipement,

- être alertés d'un dysfonctionnement, notamment par notre application de télésurveillance,
- agir à distance, par exemple, en modifiant la consigne d'un équipement télégéré (ouverture d'une vanne, régulation du débit d'une pompe...),
- alimenter à tout moment et en tout lieu nos applications informatiques. Ils saisissent directement un rapport d'intervention, signalent un dysfonctionnement non urgent nécessitant une action corrective.

Ces outils renforcent leur réactivité. Ils facilitent les opérations de maintenance et le la consolidation des données d'exploitation.

3.3.3. RECONNAISSANCE ET CERTIFICATION DU SERVICE

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la collecte et le traitement des eaux usées, la production et la distribution d'eau potable et l'accueil et le service aux clients.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)





N° 2015/69331.1

AFNOR Certification certifie que le système de management ette en place per :
AFNOR Certification certifies that the conserved content includes

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CLIENTS.

DRINKING WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par : has been accessed and found to med the requirements at.

ISO 9001: 2008 - ISO 14001: 2004

et cet disployé sur les sites suivents : and is developed on the following doctions

Siepe : 163 - 169 avenue Georges Clamanceau - FR 9200 NANTERRE Liste des filiales certifiées en anticses n°1 à n°4 / List of certified subsidiaries on appendices n°1 to n°4

Certificat ISO 9004 : 2008 nº 69287 Certificat ISO 14001 : 2004 nº 69288

the centrack est visible is complex its caneer most your.
This controlle is visib from your month lets?

2018-09-14

Directour Genéral d'AFNOR Certification

F. LEBEUGLE

S.





N° 2015/69288.1

AFNOR Certification certific que le système de management este en place par : AFNOR Certification certifica that the management system implomented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes en France métropolitaine : for the following activités in métropolitan France :

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE, COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES, ACCUEIL ET SERVICE AUX CLIENTS.

DRINKING WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a 6th evalue of juge conforms aux oxigences requires par : has been assessed and found to meet the requirements of

ISO 50001: 2011

at est diploye our les sites suivents : and is developed on the following locations

Siège : 103 - 109 avenue Georges Clemenosau - FR 92000 NANTERRE (N° SIREN : 572925926) Liste des Rilaies certifière en monasse «"1 à n°5 / L/at of certified autoidiaries on appendices «"1 to n°5

E'ensemble des activités de l'entreprise sur les sites donnés est couvert par la certification.
(The soope of detrification soviets all activitées carried out de stout-enemioned occidents)

Ce perificat est satelle à compler du cambatimospusi. This certificate is valid from (yearline-du/day).

2015-11-10

2018-11-10

Directour General of AFNOR Conflication

F. LEBEUGLE THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

→ Stratégie Nationale Biodiversité

En décembre 2015 lors de la COP21, le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie a reconnu l'engagement de Veolia au titre de la Stratégie Nationale Biodiversité. Le troisième des neuf engagements pris par Veolia en faveur du développement durable en 2015, est dédié à la biodiversité, un engagement fort, porté et déployé sur le terrain et désormais reconnu par Le Comité National de Suivi de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité.

En 2015 Veolia a réalisé les diagnostics et propositions de plan d'actions sur 100% des sites prioritaires du TOP 2015 Eau France.

Veolia compte amplifier la démarche en 2016 et les années suivantes, dans le cadre du plan de préservation de la biodiversité de Veolia. Nos équipes gestionnaires de sites font appel aux PME et associations locales, au plus près des sites. Elles s'appuient également sur nos équipes dédiées à la biodiversité et des partenariats renouvelés avec notamment le Museum National d'Histoire Naturelle, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et Noé Conservation.

Veolia se tient à la disposition de la collectivité et des parties intéressées, pour présenter les actions et propositions pertinentes en faveur de la biodiversité.

3.3.4. LA FORMATION ET LA SECURITE DES PERSONNES

La prévention, la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail sont des engagements majeurs de Veolia.

Parce que l'enjeu est à la fois humain, organisationnel et technique, il est de notre responsabilité de garantir à nos collaborateurs la préservation de leur intégrité physique et morale, afin de tendre vers le zéro accident.

Les enjeux de cette politique de prévention des risques sont en tout premier lieu humains, mais aussi financiers, juridiques, contractuels et d'image.

Nous avons fixé pour la période 2015 / 2017 les objectifs suivants :

- Réduire de 20% par an le nombre d'accidents du travail avec arrêt, soit une réduction de plus de la moitié du nombre d'accidents actuel sur cette période.
- Réduire la gravité des accidents du travail, avec pour objectif de ne plus avoir d'accident avec plus de 150 jours d'arrêt.
- Consolider nos dispositifs déjà éprouvés :
 - Maintenir notre résultat de zéro accident mortel.
 - Maintenir le niveau élevé de notre politique de formation à la prévention et la sécurité, tant sur le plan qualitatif que quantitatif.
 - Renforcer nos processus d'évaluation des risques, d'analyse des accidents et des « presque accidents ».
 - Poursuivre le développement de nos dispositifs et outils de prévention des risques psychosociaux.

Le déploiement et la réussite de cette politique et des objectifs associés passent par :

Un engagement et une détermination sans faille de l'ensemble du management.

- La prise de conscience que chacun est responsable de sa santé, de sa sécurité, tout en veillant à celle des autres, qu'ils soient collègues, salariés d'entreprises extérieures, clients ou tiers.
- ♦ L'animation et la collaboration avec les instances représentatives en charge de la prévention, de la santé et de la sécurité.

Les plans d'actions qui vont être mis en place porteront notamment sur :

- L'engagement managérial.
- L'organisation du travail et le respect des procédures.
- Une démarche permanente de mise à jour de l'évaluation des risques professionnels.
- La mise en œuvre de moyens matériels conformes et adaptés.
- La formation et l'information des collaborateurs et un rappel permanent aux consignes et procédures que chacun doit respecter.
- Le contrôle et le suivi de la performance en prévention, santé et sécurité.

→ Matériel à disposition pour travailler en toute sécurité



Gilet ou vêtement haute visibilité



Casque à lunettes ou



Gants adaptés à l'activité



Chaussures & bottes de sécurité



Lunettes



Masque à cartouche



Appareil Respiratoire Isolant



Détecteur de gaz



Protection pour Travailleur Isolé



Affichage sur site des dangers et EPI requis



Affichage sur site des dangers et EPI requis



Affichage sur site des dangers et EPI requis

→ Signalisation et équipements pour les interventions sur voie publique



Triangle



Gyrophare



Barrière pliable



Cône de circulation



Blindage de tranchée

3.4. Veolia, acteur local du territoire

Comme délégataire d'un service public local, Veolia est un acteur économique du territoire. Cela se traduit dans votre collectivité par l'implication des équipes de la direction locale afin de :

- Mettre en place des actions favorisant l'emploi local.
- Participer à la vie associative.
- Soutenir financièrement, ou par le biais de mécénat de compétences, des actions dynamisant la vie locale.

Ces actions s'inscrivent en complément des projets soutenus par la Fondation Veolia Environnement.

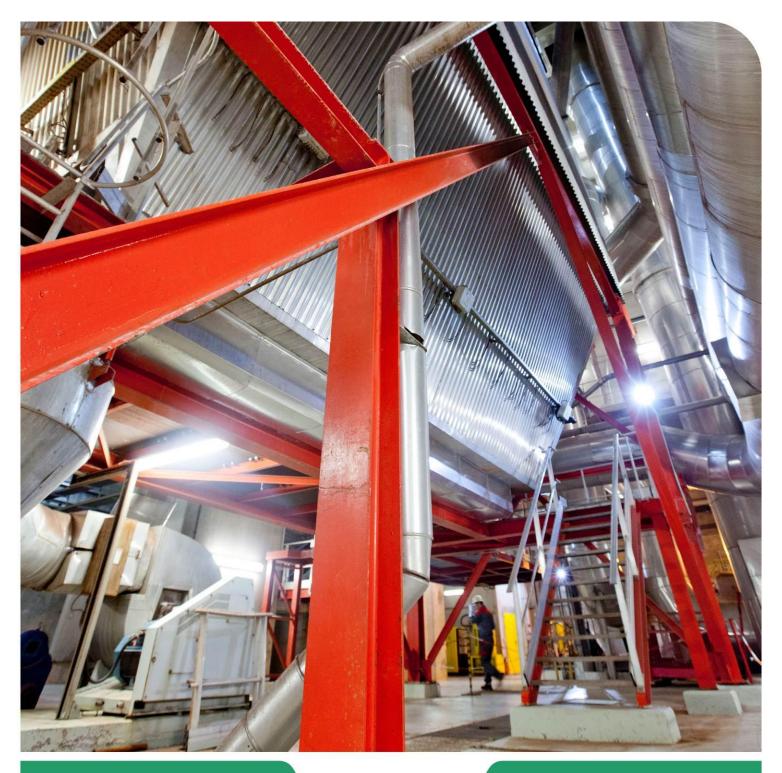
€0CΩ⁸

Veolia Force

La Fondation Veolia Environnement consacre chaque année des moyens importants au soutien de projets d'intérêt général porteurs de développement local, partout dans le monde.

Elle œuvre notamment en faveur de l'insertion professionnelle des plus démunis et des plus vulnérables, en soutenant des initiatives sociales locales parrainées par des collaborateurs du Groupe.

Sur la base du volontariat, 500 de nos collaborateurs interviennent partout dans le monde après une catastrophe, pour améliorer les conditions de vie des plus démunis ou encore pour apporter une aide d'urgence aux populations exposées à des crises majeures.





4. Le patrimoine de votre service

4.1. L'inventaire des biens

L'inventaire des équipements et installations du patrimoine du service, permet d'en connaître l'état et d'en suivre l'évolution. Par défaut, les biens sont propriétés de la collectivité et, s'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire (ou financés par le délégataire dans le cadre du contrat) en précisant s'il s'agit de biens de retour ou de biens de reprise.

Le patrimoine de la collectivité, géré dans le cadre du service de l'assainissement confié à Veolia, est potentiellement composé :

- des usines d'épuration,
- des postes de relèvement,
- des réseaux de collecte,
- des équipements du réseau,
- des branchements.

→ Le taux de desserte [P201.1]

L'avancement des politiques d'assainissement collectif est mesuré par le taux de desserte.

Le taux de desserte est le nombre d'abonnés (clients) desservis – au sens où le réseau existe devant l'immeuble - rapporté au nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectif (art. R 2224-6 du CGCT). Le nombre d'abonnés (clients) desservis ou abonnés sur le périmètre du service figure au tableau des chiffres clés de l'année 2016.

→ Les installations et postes de relèvement/refoulement

Usines de dépollution		Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalent habitant (EH)	Capacité hydraulique (m3/j)
STE BOUXIERES AUX DAMES		270	4 500	1 000
	Capacité totale :	270	4 500	1 000

Capacité épuratoire en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR Centre socio-culturel	Non	15
REF C C LES ARCADES	Non	25
REF RUE FOCH	Non	50

→ Les réseaux de collecte

Canalisations	2016
Canalisations eaux usées (ml)	4 105
dont gravitaires (ml)	3 971
dont refoulement (ml)	134
Canalisations unitaires (ml)	18 151
dont gravitaires (ml)	18 151
Canalisations eaux pluviales (ml)	7 231
dont gravitaires (ml)	7 231

→ Les branchements en domaine public

Branchements		Qualification
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	1 371	Bien de retour
Nombre de branchements eaux pluviales séparatifs	251	Bien de retour

→ Les équipements du réseau

Equipements de réseau		Qualification
Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs	632	Bien de retour
Nombre de regards	931	Bien de retour
Nombre de déversoirs d'orage	25	Bien de retour

Les éventuelles remarques liées au mauvais état de certains éléments du patrimoine seront présentées au paragraphe "Propositions d'amélioration pour votre service".

4.2. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments..., constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

4.2.1. LE TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX [P253.2]

Pour l'année 2016, le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2] est de 0,00 %. Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

	2012	2013	2014	2015	2016
Taux moyen de renouvellement des réseaux (%)				0,00	0,00
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)	22 252	22 256	22 255	22 255	22 256
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)				0	0
Longueur renouvelée totale (ml)				0	0

4.2.2. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice [P202.2] pour l'année 2016 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		2013	2014	2015	2016
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux		30	30	30	30

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	Barème	Valeur ICGPR
Partie A : Plan des réseaux		
(15 points)		
Existence d'un plan des réseaux	10	10
Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux		
(30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obte	enue pour la pa	artie A)
Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	0
Total Parties A et B	45	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des	réseaux	
(75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obten	us pour la part	ie A et B)
Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	
Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	
Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	
Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	
Localisation des autres interventions	10	
Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	
Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	
Tota	l: 120	30

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

4.3. Gestion du patrimoine

4.3.1. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ Les installations

TRAVAUX DE RENOUVELLEME	NT			
FINANCEMENT DELEGATAIRE				
INSTALLATION ou SITE	DESCRIPTION	DATE		
Station d'épuration	Renouvellement des barres de guidage des agitateurs du silo à boue	07-sept-16		
PR Alsatel	Renouvellement du coffret electrique (équipement approvisionné - pose en 2016) La CCBP a réaliser des modifications des installations d'éclairage public avant l'opération de renouvellement du coffret	23-sept-16		
	Renovation du refoulement du PR	02-sept-16		

→ Les réseaux et branchements

TRAVAUX DE RENOUV	ELLEMENT					
	FINA	NCEME	NT DELEGA	TAIRE		
COMMUNE	DATE	N°	ADRESSE	TRAVAUX	NB	
BOUXIERES AUX DAMES	25/11/2016	53b	Poincaré	Tampon regard de visite	1	
					1	
	FINAI	NCEME	NT COLLECT	TIVITE		
COMMUNE	DATE	N°	ADRESSE	TRAVAUX	NB	
BOUXIERES AUX DAMES	MAI		NEUVE	Remplacement collecteur	1	
BOUXIERES AUX DAMES	MAI		NEUVE	Remplacement Branchement	6	
	F	INANCE	MENT TIER	S		
COMMUNE	DATE	N°	ADRESSE	TRAVAUX	NB	
NEANT						

4.3.2. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

→ Les installations

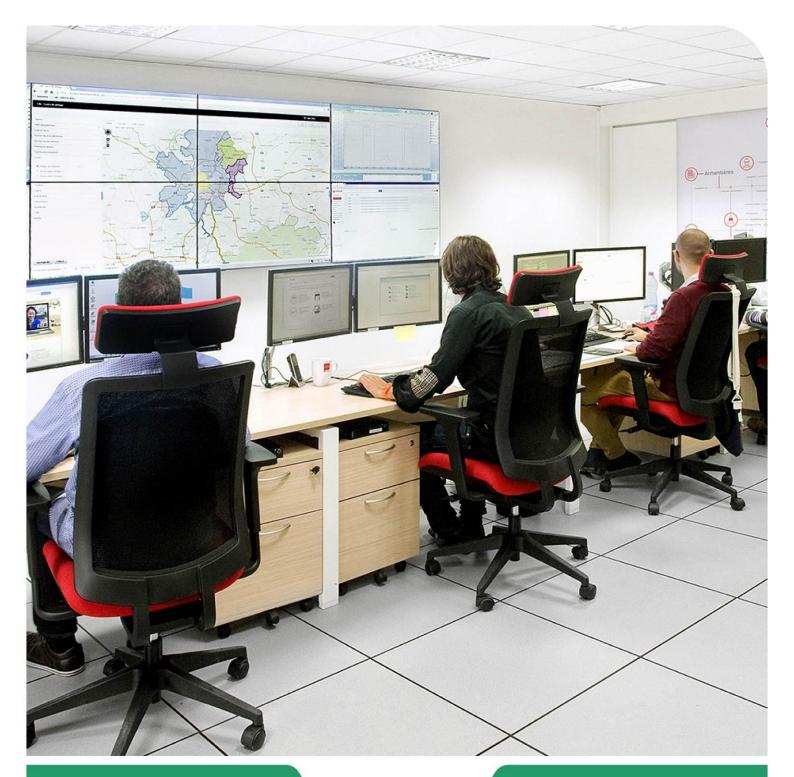
Sans objet.

→ Les réseaux et branchements

Sans objet.

4.3.3. VARIATION OBSERVEE DU PATRIMOINE

Canalisations	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Longueur totale du réseau (km)	29,4	29,5	29,5	29,5	29,5	0,0%
Canalisations eaux usées (ml)	3 931	3 939	3 940	3 940	4 105	4,2%
dont gravitaires (ml)	3 796	3 805	3 806	3 806	3 971	4,3%
dont refoulement (ml)	135	134	134	134	134	0,0%
Canalisations unitaires (ml)	18 321	18 317	18 315	18 315	18 151	-0,9%
dont gravitaires (ml)	18 321	18 317	18 315	18 315	18 151	-0,9%
Canalisations eaux pluviales (ml)	7 193	7 228	7 231	7 231	7 231	0,0%
dont gravitaires (ml)	7 193	7 228	7 231	7 231	7 231	0,0%
Branchements	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	1 356	1 363	1 369	1 370	1 371	0,1%
Nombre de branchements eaux pluviales séparatifs	248	249	250	250	251	0,4%
Ouvrages annexes		2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs	505	505	505	505	632	25,1%
Nombre de regards	586	586	586	586	931	58,9%
Nombre de déversoirs d'orage	18	18	18	18	25	38,9%





5. La performance et l'efficacité opérationnelle pour votre service

5.1. La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

→ Les installations

ENTIONS					
FINANCEMENT DELEGATAIRE					
DATE	DESCRIPTION				
2016	15 débouchages de pompe sur le PR				
29/01/2016	Intervention sur défaut des aérateurs - disjonction				
20/02/2016	Intervention sur défaut variateur P1				
08/04/2016	Intervention sur défaut de communication				
10/03/2016	Reprise des fixations des aérateurs				
13/04/2016	Intervention sur défaut variateur P1				
20/04/16	Modification des réglages hors passage normal				
19/05/16	Intervention sur défaut de communication				
27/05/16	Intervention sur défaut variateur P1				
13/07/16	Intervention sur défaut aérateur 1				
28/06/16	Intervention sur défaut aérateur 1				
09/08/16	Remplacement d'un élément de levage pompe 1				
10/08/16	Pompage des boues de fond de silo avant intervention dans le silo				
25/08/16	Intervention sur défaut aérateur 1				
31/08/16	Préparation du chantier de remplacement des barres du silo à boue				
07/09/16	Remplacement des barres de guidage des agitateurs du silo à boue				
28/09/16	Gestion des agitateurs de boue				
11/10/16	Reprise de la programmation Sofrel				
13/11/16	Intervention sur défaut aérateur 1				
24/12/16	Intervention sur défaut aérateur 1				
25/12/16	Intervention sur défaut aérateur 1				
27/12/16	Intervention sur défaut aérateur 1				
2016	2 débouchages de pompe				
juil-16	Plusieurs interventions suite à arrachage du poteau électrique				
25/10/16	Intervention suite poire NTH bloquée physiquement				
08/07/05	3 débouchages de pompe				
02/03/16	Intervention sur défaut d'alimentation EDF				
07/03/16	Intervention sur disfonctionnement électrique				
05/04/16	Intervention sur disfonctionnement électrique				
27/07/16	Intervention sur disfonctionnement électrique				
02/09/16	Réparation en urgence de la conduite de refoulement				
27/09/16	Remplacement armoire électrique après travaux de la CCBP				
23/04/16	Intervention sur défaut pompage - défaut de tension électrique				
	2016 29/01/2016 20/02/2016 08/04/2016 10/03/2016 13/04/2016 20/04/16 19/05/16 27/05/16 13/07/16 28/06/16 09/08/16 31/08/16 25/08/16 07/09/16 28/09/16 11/10/16 13/11/16 24/12/16 25/12/16 27/12/16 25/12/16 25/12/16 25/10/16 08/07/05 02/03/16 07/03/16 05/04/16 27/07/16				

TRAVAUX D'ENTRETIEN						
FINANCEMENT DELEGATAIRE						
INSTALLATION ou SITE	DATE	DESCRIPTION				
Toutes installations	juin-16	Contrôles réglementaires des armoires électriques				
	déc-16	Réparation sommaire du génie civil du déssableur entrée station (une réparation plus complète étant a faire après la période de gel)				
	22/04/16	Curage du poste de relevage + canal d'entrée				
Station d'épuration	06/07/16	Curage du poste de relevage				
	30/08/16	Curage du poste de relevage + canal d'entrée				
	23/11/16	Curage du poste de relevage				
	27/12/16	Curage du poste de relevage + canal d'entrée				
PR Foch	22/04/16	Curage du poste de relevage				
PK FOCH	02/09/16	Curage du poste de relevage				
PR Alsatel	22/04/16	Curage du poste de relevage				
		Curage du poste de relevage				
PR Service Technique	22/04/16	Curage du poste de relevage				
FR Service recinique	02/09/16	Curage du poste de relevage				

→ Les réseaux et branchements

Travaux d'entretien sur le réseau	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre de réparations de collecteurs		4	0	2	0	-100,0%
Nombre de réparations de regards		5	5	9	15	66,7%
Nombre de remplacements de tampons					1	

Voir en annexe.

\rightarrow Le curage

Le plan de curage préventif :

Interventions de curage préventif	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'interventions sur réseau	1 039	1 391	1 246	1 367	1 158	-15,3%
sur canalisations	11	0	0	0	0	0%
sur accessoires	1 028	1 391	1 246	1 367	1 158	-15,3%
sur bouches d'égouts, grilles avaloirs	1 012	1 287	1 146	1 265	1 054	-16,7%
sur dessableurs					1	
Longueur de canalisation curée (ml)	2 290	2 820	2 882	5 442	1 533	-71,8%

Les désobstructions curatives :

Interventions curatives	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau	14	18	22	56	56	0,0%
sur branchements	0	0	0	13	16	23,1%
sur canalisations	14	0	0	5	5	0,0%
sur accessoires	0	18	22	38	35	-7,9%
sur bouches d'égouts, grilles avaloirs	0	6	3	10	16	60,0%
sur dessableurs	0	0	0	1	1	0,0%
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml)	915	390	350	913	180	-80,3%

En 2016 le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de 12,54 / 1000 abonnés.

→ Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage [P252.2] permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre total de points concernés sur le réseau	2	2	2	2	2	0,0%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	22 252	22 256	22 255	22 255	22 256	0,0%
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km	8,99	8,98	8,98	8,98	8,98	0,0%

5.2. L'efficacité de la collecte

5.2.1. LA MAITRISE DES ENTRANTS

→ Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- garantir les performances du système de traitement,
- garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS...) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE note du 12 août 2016) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 12 août 2016, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),
- l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ Le bilan 2016 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)

Le tableau ci-dessous présente le nombre total de conventions et d'arrêtés d'autorisation de déversement établis au 31/12 de l'année :

	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre arrêtés d'autorisation de déversement					0

→ La conformité des branchements domestiques

Le contrôle de la conformité des branchements pour s'assurer de l'absence de mauvais branchements (par exemple, branchement pluvial raccordé au réseau d'eaux usées dans le cas d'un réseau séparatif) est également un élément de maîtrise des entrants dans le système d'assainissement.

Détail en annexe.

5.2.2. LA MAITRISE DES DEVERSEMENTS EN MILIEU NATUREL

→ La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifiés :

Nombre de points de rejet	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre d'usines de dépollution	1	1	1	1	1
Nombre de déversoirs d'orage	18	18	18	18	25
Nombre de rejets directs du réseau de collecte d'eaux pluviales au milieu naturel	4	4	4	4	4
Nombre de rejets directs du réseau de collecte d'eaux usées au milieu naturel	0	0	0	0	0

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » [P255.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte		Valeur ICR			
Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux					
(100 points)					
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20				
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10				
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20				
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30				
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10				
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10				
Total Partie A	100	0			
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)					
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10				
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes	;				
(10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)					
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10				
Total:	120				

→ La conformité de la collecte [P203.3]

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

Pluviométrie:

Hauteur de pluie (mm):

Pluvio totale (mm)	756

Bilan global des déversements :

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en m3) :

	Volume tot déversé (m3) Point de déversement (>120 kgDBO5/j)
DO1 : DO Rue du Ruisseau 0 m3 déversés DO2 : DO Rue Raymond Poincaré 3530 m3 déve	ersés

Charges totales déversées (par temps sec et par temps de pluie) (en kgDBO5) : Non estimé

5.3. L'efficacité du traitement

La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du 21 juillet 2015, les services en charge de la Police de l'Eau sont susceptibles d'avoir modifié les critères d'évaluation de la conformité des réseaux de collecte et des installations de traitement pour l'année 2016 (ainsi que les valeurs seuils associées à ces critères).

Les informations fournies ci-après relatives à la conformité réglementaire sont à considérer comme indicatives et restant à confirmer par les services en charge de la Police de l'Eau.

C'est également pourquoi, nous avons rappelé les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité.

En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les nouveaux critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été revus et inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité (versions provisoires disponibles fin 2016).

5.3.1. CONFORMITE GLOBALE

→ La conformité des équipements d'épuration [P204.3]

Cet indicateur **[P204.3]** permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'état et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

→ La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il **[P205.3]** est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci- dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans correspondant à un débit arrivant à la station (en amont du DTS) au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations, ...).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté du 21 juillet 2015 transposant la Directive ERU).

Conformité réglementaire des rejets	à la directive Européenne	à l'arrêté préfectoral
Performance globale du service (%)	100,00	0,00
STE BOUXIERES AUX DAMES	100,00	0,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]

Cet indicateur [P254.3], qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau, rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans correspondant à un débit arrivant à la station (en amont du DTS) au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations, ...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

Conformité des performances des équipements d'épuration	2012	2013	2014	2015	2016
Performance globale du service (%)	89	67	80	90	100
STE BOUXIERES AUX DAMES	89	67	80	90	100

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

	2012	2013	2014	2015	2016
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100	100	100	100	100
STE BOUXIERES AUX DAMES	100	100	100	100	100

5.3.2. BILAN D'EXPLOITATION ET CONFORMITES PAR STATION

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

STE BOUXIERES AUX DAMES

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2016
Débit de référence (m3/j)	1 000
Capacité nominale en DBO5 (kg/j)	270

Performances attendues (selon arrêté préfectoral)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)	125,00	25,00	35,00			2,00
Concentration maximale moyenne journalière rédhibitoire en sortie (par bilan) (mg/L)	250,00	50,00	85,00			
Rendement minimum moyen (%) (*)	75,00	80,00	90,00			

^{* :} Pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyenne annuelle. Pour les autres paramètres, les conformités sont relatives à des moyennes journalières par bilan.

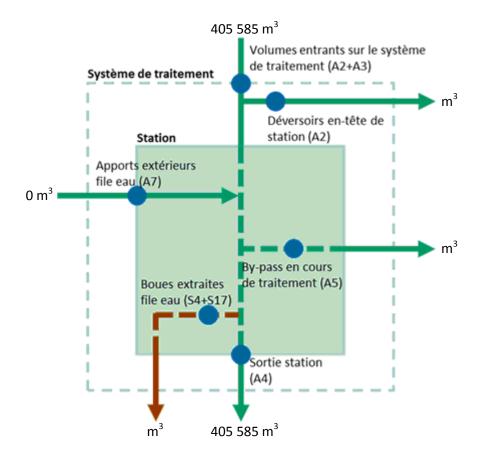
Bilan des volumes et des charges entrants/sortants

Les volumes entrants sur le système de traitement (A2+A3+A7, selon code SANDRE) s'élèvent pour l'année à **405 585** m3, soit un volume journalier de **1 108** m3/j. Le maximum atteint est de **2 917** m3/j.

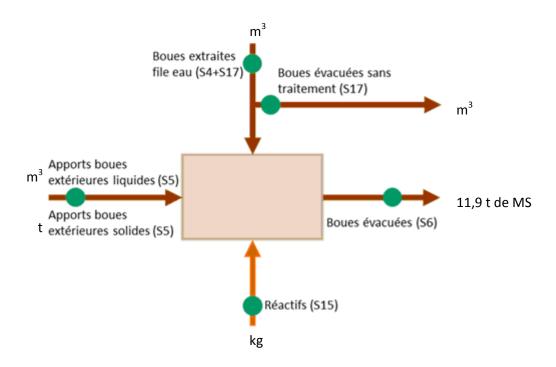
Les charges annuelles entrantes (A2+A3+A7) en DBO5 sont de **36 326** kg, soit une charge moyenne journalière de **99** kg/j. Le maximum atteint est de **330** kg/j. L'usine a reçu et traité **0** m3 d'apports extérieurs sur l'année (A7), t de boues extérieures solides (S5) et m3 de boues extérieures liquides (S5).

Les volumes restitués au milieu naturel (hors déversement en tête de station) (A4+A5) s'élèvent pour l'année à **405 585** m3 (dont m3 déversés par les by-pass en cours de traitement (A5)). Au total, **11,9** t de MS sont évacuées par an (S6).

File Eau



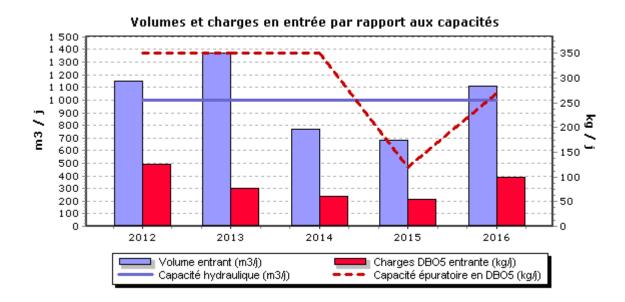
File Boue



Evolution de la charge entrante sur la file eau

Le système de traitement a reçu et traité les volumes et charges suivantes.

	2012	2013	2014	2015	2016
Volumes entrants sur le système de traitement (m3/j) (A2+A3+A7)	1 148	1 370	766	684	1 108
Volumes annuels entrants sur le système de traitement (m3) (A2+A3+A7)	420 305	499 917	279 439	249 783	405 585
Volume entrant sur la station et traité (m3) (A3)					405 585
Charge DBO5 entrante sur le système de traitement (kg/j) (A2+A3+A7)	125	76	61	55	99
Charge DBO5 annuelle entrante sur le système de traitement (kg) (A2+A3+A7)					36 326
Charge DBO5 entrante sur la station et traitée (kg) (A3)					36 326



Apports extérieurs

L'usine n'a pas reçu d'apports extérieurs.

Fréquences d'analyses

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2012	2013	2014	2015	2016
DCO	14	12	13	12	12
DBO5	14	12	13	12	12
MES	14	12	13	12	12
NTK	14	12	13	12	12
NGL	14	12	13	12	12
Ptot	8	9	6	11	5

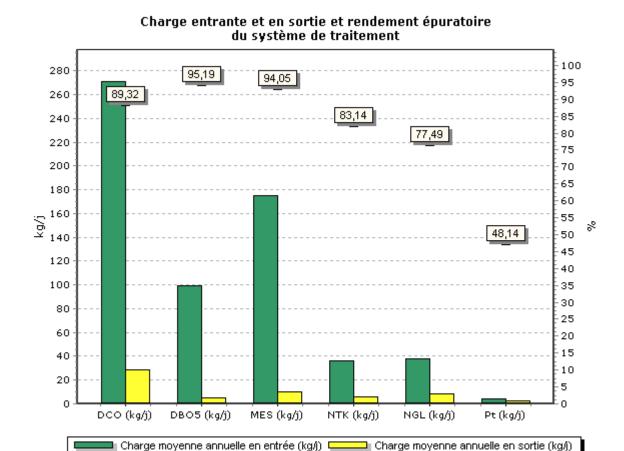
Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Le tableau suivant présente la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus.

	2012	2013	2014	2015	2016				
Concentration moyenne annuelle (en sortie) (mg/L)									
DCO	23,5	38,4	53,9	70,3	26,1				
DBO5	2,9	7,2	9,7	9,6	4,3				
MES	13,3	15,7	15,7	50,6	9,4				
NTK	4,8	11,0	23,6	19,1	5,6				
NGL	7,6	13,6	24,7	21,4	7,7				
Ptot	1,2	1,9	2,9	3,7	2,0				
Rendement mov	yen annuel (%)								
DCO	92,19	80,13	78,35	78,47	89,32				
DBO5	97,30	86,93	87,68	88,04	95,19				
MES	92,59	88,29	88,25	79,54	94,05				
NTK	87,81	53,69	33,33	50,87	83,14				
NGL	80,50	43,06	32,43	47,60	77,49				
Ptot	66,27	32,18	28,77	24,94	48,14				

Les valeurs moyennes observées (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription lorsque celle-ci s'applique bilan par bilan. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité présenté dans la suite de la présente section.

Le graphe suivant présente pour l'année la synthèse des charges entrantes (A2+A3+A7) et sortantes (A2+A4+A5) et des rendements épuratoires du système de traitement.



Conformité de la performance

Rendement moyen annuel (%)

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité à la Directive Européenne est évaluée au regard du respect des objectifs de traitement définis dans l'arrêté du 21 juillet 2015 et la conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2012	2013	2014	2015	2016
Conformité à la Directive Européenne	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Conformité à l'arrêté préfectoral	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité), hors effet de stock. Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2012	2013	2014	2015	2016
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	11,9	4,7	4,8	10,7	11,9

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2012	2013	2014	2015	2016
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Valorisation agricole	306	3,89	11,9	100,00
Total	306	3,89	11,9	100,00

^{*} répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

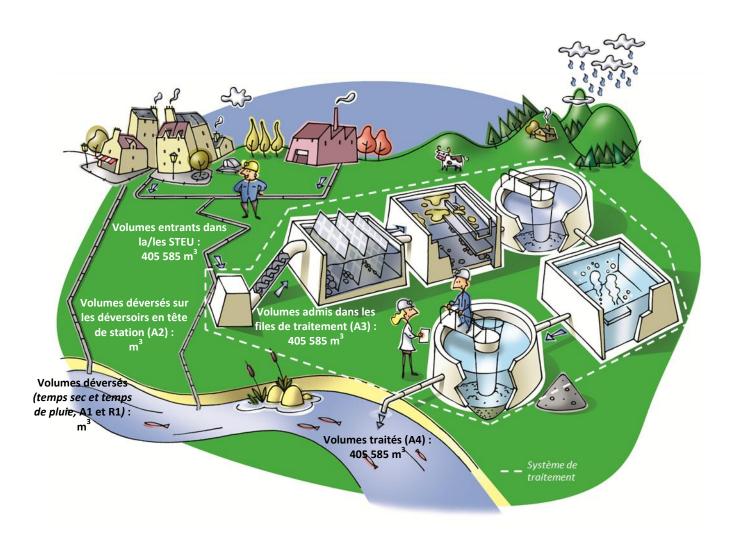
Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2012	2013	2014	2015	2016
Refus de dégrillage					
Sables					
Centre de stockage de déchets (t)		0,5	3,3	0	0
Total (t)		0,5	3,3	0	0
Graisses					

5.4. L'efficacité environnementale

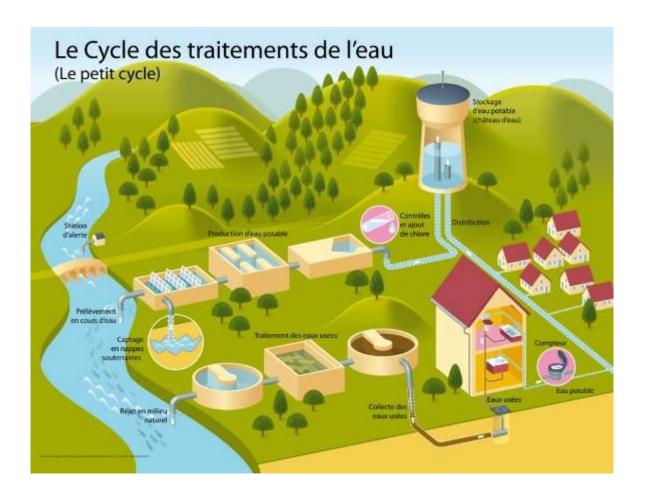
5.4.1. Synthese globale du système d'assainissement

Le bilan global des volumes collectés, déversés et traités sur l'ensemble des systèmes d'assainissement du territoire est reporté sur le schéma ci-dessous.



5.4.2. LA PROTECTION DU MILIEU NATUREL

De nombreuses actions en matière de préservation des cours d'eau et de protection de la faune et de la flore aquatique ont été initiées. Des campagnes de mesures biologiques sont menées chaque année sur de nombreuses rivières afin de surveiller l'impact des rejets des stations d'épuration sur le milieu naturel.



5.4.3. LE BILAN ENERGETIQUE DU PATRIMOINE



Un véritable management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	182 801	154 790	149 726	155 827	166 944	7,1%
Usine de dépollution	172 368	142 056	143 099	151 085	157 562	4,3%
Postes de relèvement et refoulement	10 433	12 734	6 627	4 742	9 382	97,8%
	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie consommée facturée (kWh)	186 464	158 871	145 960	184 575	174 372	-5,5%
Usine de dépollution	173 717	147 388	132 966	170 479	159 559	-6,4%
						5,1%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

5.4.4. LA CONSOMMATION DE REACTIFS

Le choix du réactif est établi afin :

- d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

→ La consommation de réactifs

QUANTITE DE REACTIFS CONSOMMES					
Produits	SITE - INSTALLATION	Quantités			
Polymère	Station d'épuration	275 kg			

5.5. Propositions d'amélioration du patrimoine

Ces propositions d'amélioration sont issues de l'ensemble des points précédemment développés ainsi que des données disponibles dans les outils de gestion du patrimoine.

Aussi, comme exploitant du service, Veolia est à même de proposer à la Collectivité les arbitrages entre réparation et renouvellement ainsi que des évolutions à programmer pour améliorer la performance du service.

De même, Veolia apporte les conseils à la Collectivité utiles à l'établissement de ses priorités patrimoniales, afin d'optimiser le renouvellement dont elle a la charge dans une perspective de gestion durable du service.

Le développement d'outils avancés de gestion du patrimoine a été éprouvé, au niveau National, sur plus de 2 000 installations de dépollution, ainsi que le suivi de 70 000 km de réseaux d'assainissement et des équipements associés. Si nécessaire, des outils de modélisation peuvent être utilisés pour dimensionner très précisément les installations lors de leur remplacement.

Le patrimoine installation



Notre outil de gestion des équipements permet de connaître à tout moment l'inventaire du patrimoine et l'historique des interventions sur chacun des équipements, qu'il s'agisse des interventions d'exploitation, de maintenance, des contrôles réglementaires ou de sécurité. En fonction des opérations réalisées ou à venir, nos équipes sont alors en mesure de proposer des renouvellements.

Cet outil fournit ainsi des informations objectives pour déterminer les meilleurs choix entre, par exemple, un renforcement de la maintenance d'un équipement sensible ou son remplacement total ou partiel.

TRAVAUX A REALISER PAR LE DELEGATAIRE				
INSTALLATION	DESCRIPTION			
Néant				
TRAVAUX A REALISER PAR LA COLLECTIVITE				
INSTALLATION	DESCRIPTION			
Station d'épuration	Mise en place d'un dégrilleur en entrée du poste de relevage d la station			
Station d'épuration	Mise en place d'un débitmètre en sortie de station d'épuration			





6. Le rapport financier du service

6.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2016 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: H3231 - BOUXIERES AUX DAMES ASST

Assainissement

LIBELLE	2015	2016	Ecart %
PRODUITS	345 171	336 738	-2,44 %
Exploitation du service	180 812	182 456	
Collectivités et autres organismes publics	161 791	149 478	
Travaux attribués à titre exclusif	2 088	4 296	
Produits accessoires	480	509	
CHARGES	329 245	298 551	-9,32 %
Personnel	63 696	60 404	
Energie électrique	15 238	18 417	
Produits de traitement	920	552	
Analyses	5 702	3 105	
Sous-traitance, matièreset fournitures	32 858	17 909	
Impôts locaux et taxes	1 778	2 664	
Autres dépenses d'exploitation	22 883	20 865	
télécommunications, poste et telegestion	2 851	2 183	
engins et véhicules	8 157	8 316	
informatique	4 450	4 178	
assurances	1 062	674	
locaux	6 385	6 332	
autres	- 23	- 818	
Contribution des services centraux et recherche	5 947	6 749	
Collectivités et autres organismes publics	161 791	149 478	
Charges relatives aux renouvellements	15 733	15 360	
pour garantie de continuité du service	15 733	15 360	
Charges relatives aux investissements	2 496	1 703	
programme contractuel (investissements)	2 496	1 703	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	206	1 347	
RESULTAT AVANT IMPOT	15 928	38 187	NS
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	5 308	12 726	
RESULTAT	10 618	25 460	NS

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

13/03/2017

→ L'état détaillé des produits

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Etat détaillé des produits (1) Année 2016

Collectivité: H3231 - BOUXIERES AUX DAMES ASST

Assainissement

LIBELLE	2015	2016	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	133 336	134 856	1,14 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	133 116	86 399	
dont variation de la part estimée sur consommations	220	48 457	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	47 476	47 600	0,26 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	47 476	47 600	
Exploitation du service	180 812	182 456	0,91 %
Produits : part de la collectivité contractante	116 282	112 666	-3,11 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	116 060	59 609	
dont variation de la part estimée sur consommations	222	53 057	
Redevance Modernisation réseau	45 509	36 811	-19,11 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	45 422	19 784	
dont variation de la part estimée sur consommations	87	17 027	
Collectivités et autres organismes publics	161 791	149 478	-7,61 %
Produits des travaux attribués à titre exclusif	2 088	4 296	NS
Produits accessoires	480	509	6,04 %

⁽¹⁾ Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

13/03/17

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

6.2. Situation des biens

→ Variation du patrimoine immobilier

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

Sans objet.

→ Inventaire des biens

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens propres de la Société y figurant sont ceux, conformément au décret 2016-86 du 1^{er} février 2016, expressément désignés au contrat comme biens de reprise.

→ Situation des biens

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

6.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ Programme contractuel d'investissement

Le programme contractuel a été réalisé.

→ Programme contractuel de renouvellement

Sans objet.

→ Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière «Les modalités d'établissement du CARE».

Dépenses relevant d'une garantie pour continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service.

Nature des biens	2016
Equipements (€)	5 711,44

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Sans objet.

6.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter sommairement les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

6.4.1. Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- ◆ Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA²: aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- ▶ Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

_

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

→ Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

6.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour baliser les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

→ Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

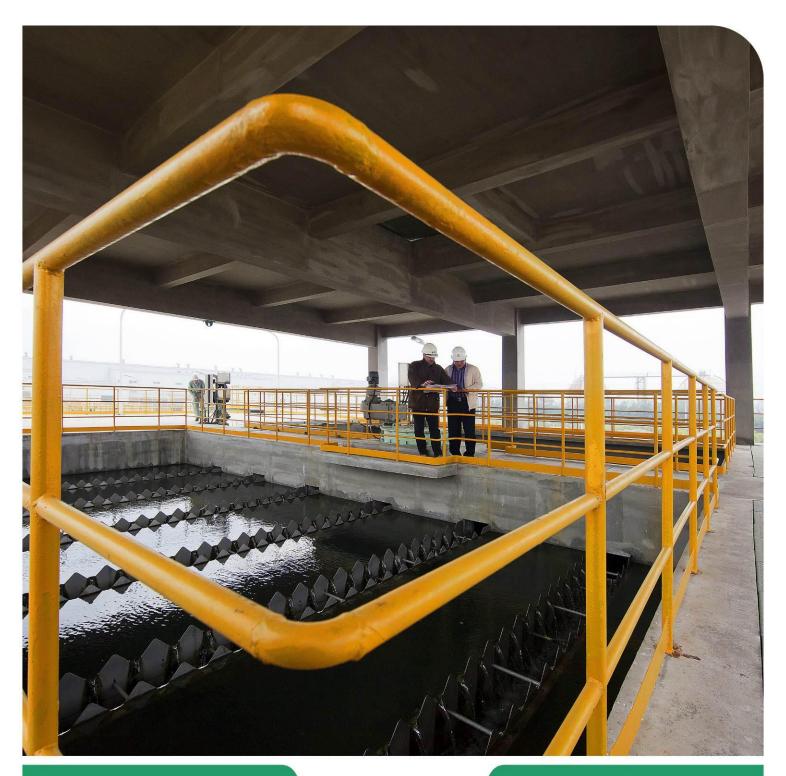
→ Comptes entre employeurs successifs

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....,
- concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation

de la fin de contrat.





7. Annexes

7.1. La facture **120** m³

		Duis ou	Montant	Montant	
BOUXIERES AUX DAMES	m³	Prix au 01/01/2017	au	au	N/N-1
		01/01/2017	01/01/2016	01/01/2017	
Production et distribution de l'eau			213,25	211,08	-1,02%
Part délégataire			138,28	136,83	-1,05%
Abonnement			32,90	32,56	-1,03%
Consommation	120	0,8689	105,38	104,27	-1,05%
Part collectivité(s)			63,61	63,61	0,00%
Consommation	120	0,5301	63,61	63,61	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0887	11,36	10,64	-6,34%
Collecte et dépollution des eaux usées			180,12	181,24	0,62%
Part délégataire			96,12	97,24	1,17%
Abonnement			19,28	19,50	1,14%
Consommation	120	0,6478	76,84	77,74	1,17%
Part collectivité(s)			84,00	84,00	0,00%
Consommation	120	0,7000	84,00	84,00	0,00%
Organismes publics et TVA			104,81	104,80	-0,01%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3500	42,00	42,00	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,2330	27,96	27,96	0,00%
TVA			34,85	34,84	-0,03%
TOTAL € TTC			498,18	497,12	-0,21%

7.2. Le bilan énergétique du patrimoine

→ Bilan énergétique détaillé du patrimoine

Usine de dépollution

STE BOUXIERES AUX DAMES		2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	172 368	142 056	143 099	151 085	157 562	4,3%
Energie facturée consommée (kWh)	173 717	147 388	132 966	170 479	159 559	-6,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	419	284	512	664	388	-41,6%
Volume pompé (m3)	411 840	499 917	279 439	227 689	405 599	78,1%
Temps de fonctionnement (h)	4 298	5 466	4 591	8 456	10 324	22,1%

Poste de relèvement

PR Centre socio-culturel	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Temps de fonctionnement (h)			100	90	282	213,3%

Poste de refoulement

REF C C LES ARCADES	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	187	216	136	104	89	-14,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	150	176	151	151	263	74,2%
Volume pompé (m3)	1 250	1 225	900	688	338	-50,9%
Temps de fonctionnement (h)	50	49	36	104	51	-51,0%
REF RUE FOCH	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	10 246	12 518	6 491	4 638	9 293	100,4%
Energie facturée consommée (kWh)	12 530	11 239	12 862	14 008	14 813	5,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)	54	96	76	66	85	28,8%
Volume pompé (m3)	190 500	130 400	85 250	69 761	109 876	57,5%
Temps de fonctionnement (h)	3 810	2 608	1 705	1 145	2 282	99,3%

7.3. Le bilan de conformité détaillé par usine

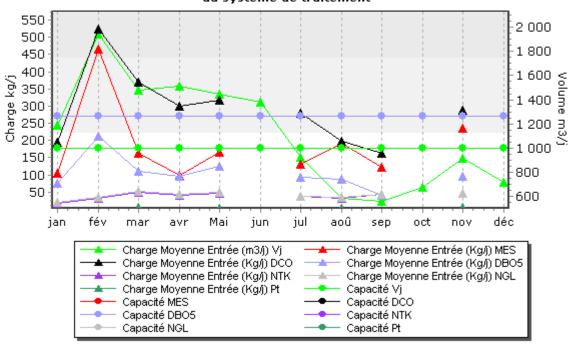
STE BOUXIERES AUX DAMES

Bilans HCNF / Bilans:

Charges		Volume	MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
entrantes et dépassement de capacité	(m3/j)	Nbr Bilan HcNF [*] / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	1 192	1/1	104	195	75	16,7	19,6	-
février	1 939	1/1	465	524	213	33,0	35,3	-
mars	1 482	1/1	163	369	110	48,9	51,4	5,5
avril	1 516	1/1	100	300	97	39,4	43,8	-
mai	1 451	2/2	167	318	125	46,5	48,2	3,0
juin	1 383	-/-	-	-	-	-	-	-
juillet	930	0/1	130	280	93	38,2	38,3	-
août	585	0/2	192	197	87	33,2	33,3	4,1
septembre	561	0/1	123	162	41	43,2	43,3	-
octobre	677	-/-	-	-	-	-	-	-
novembre	914	0/2	237	288	95	46,4	46,5	5,6
décembre	720	-/-	-	-	-	-	-	-

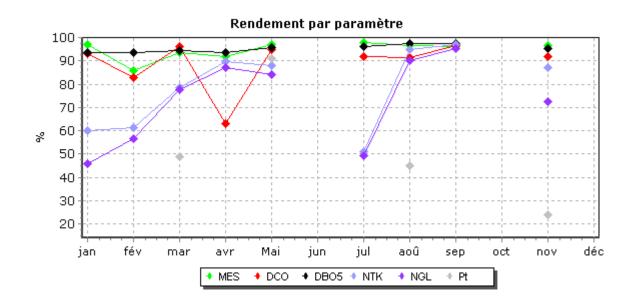
^(*) Hors conditions normales de fonctionnement.

Evolution mensuelle des charges en entrée comparées aux capacités épuratoires du système de traitement

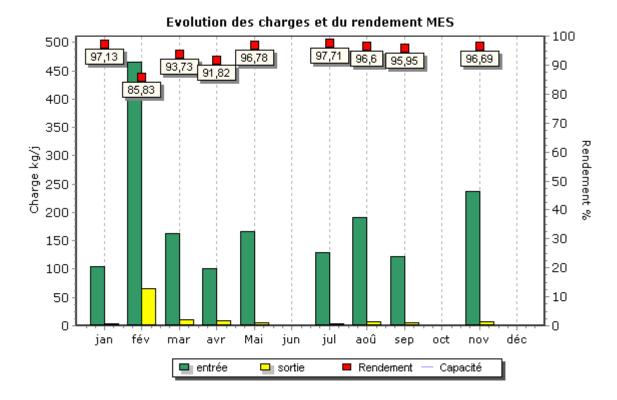


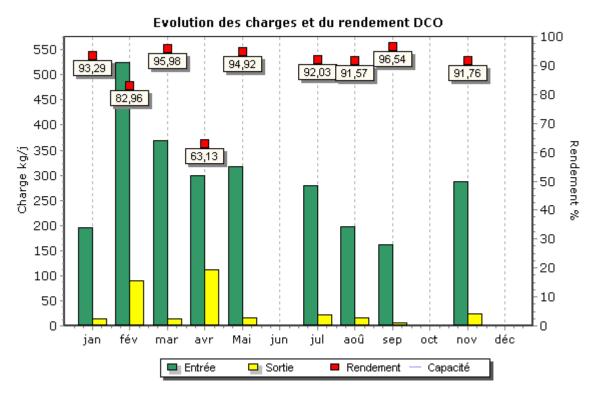
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

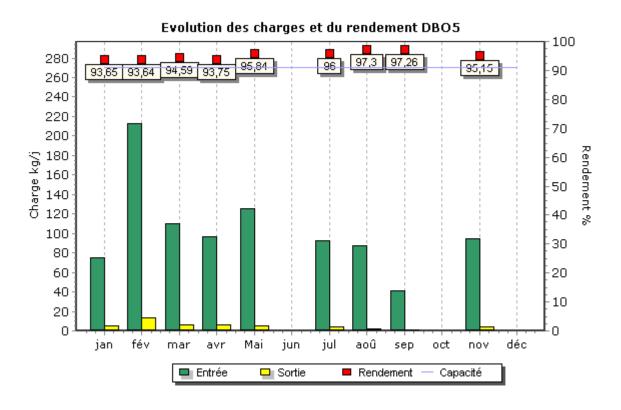
Charges en	M	IES	DC	0	DE	805	N	тк	N	GL	ı	Pt
sortie et rendement	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	3,0	97,13	13,1	93,29	4,8	93,65	6,7	60,00	10,6	45,75		
février	65,9	85,83	89,2	82,96	13,6	93,64	12,8	61,18	15,3	56,76		
mars	10,2	93,73	14,8	95,98	5,9	94,59	10,5	78,48	11,5	77,55	2,8	48,91
avril	8,2	91,82	110,7	63,13	6,1	93,75	4,1	89,62	5,6	87,13		
mai	5,4	96,78	16,2	94,92	5,2	95,84	5,6	88,03	7,7	84,13	0,3	90,78
juin												
juillet	3,0	97,71	22,3	92,03	3,7	96,00	18,6	51,22	19,4	49,26		
août	6,5	96,60	16,6	91,57	2,3	97,30	1,7	94,88	3,3	90,16	2,3	44,92
septembre	5,0	95,95	5,6	96,54	1,1	97,26	1,3	97,01	2,0	95,40		
octobre												
novembre	7,8	96,69	23,7	91,76	4,6	95,15	5,9	87,19	12,8	72,47	4,3	24,06
décembre												

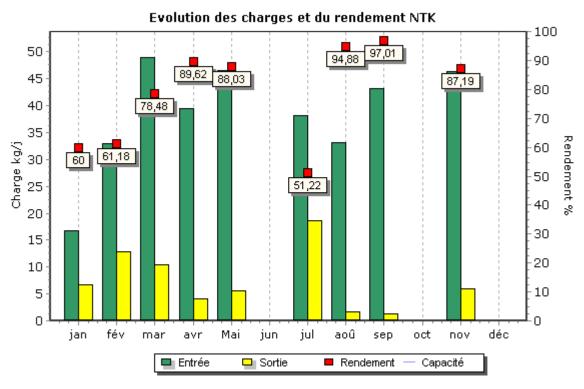


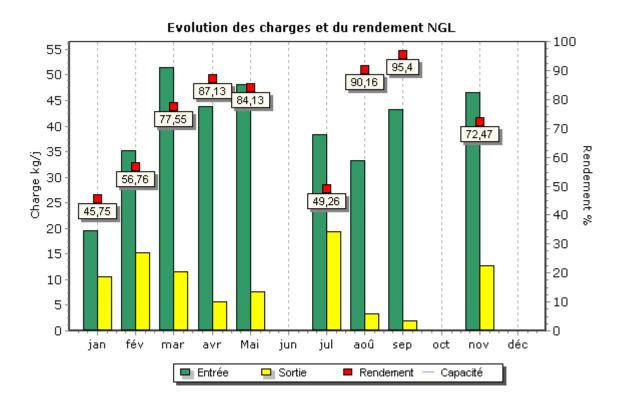
Evolution des charges et du rendement par paramètre

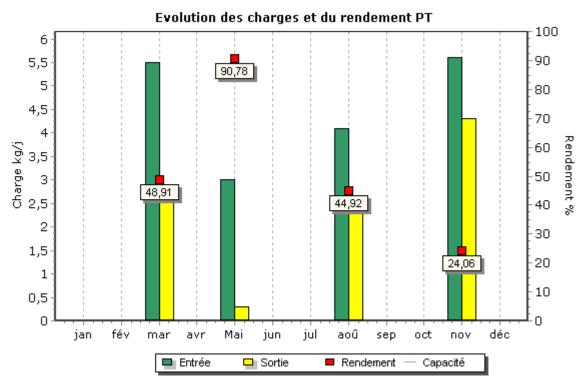




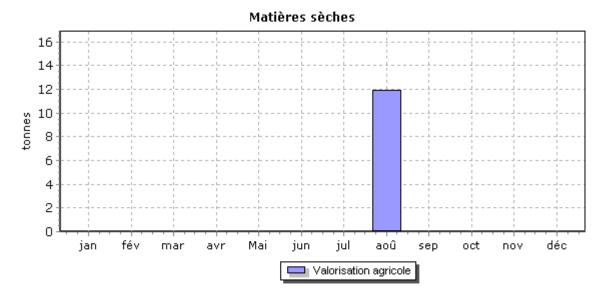








Boues évacuées par mois



7.4. L'empreinte environnementale

Protéger l'eau, c'est d'abord collecter les eaux usées et les dépolluer. Le bon fonctionnement de ces installations contribue à protéger la qualité des milieux aquatiques et des ressources en eau.

Le développement d'outils adaptés permet d'évaluer de manière pertinente l'empreinte carbone et l'empreinte eau des services publics de l'eau. Chaque évaluation donne lieu à un plan d'actions visant à limiter les impacts et à réduire l'empreinte du service.

Veolia s'est également engagé dans la cotation développement durable de certains services publics d'eau et d'assainissement afin de mesurer l'efficacité de ses actions au regard d'une performance globale.

7.5. Annexes financières

→ Les modalités d'établissement du CARE

Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégataire prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2015 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein du Centre Régional

L'organisation de la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux au sein du Centre Régional Alsace Lorraine Franche-Comté de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, et dans le contexte très évolutif dans lequel s'inscrit son activité et qui est marqué par des attentes renforcées des clients, Veolia Eau a mis en œuvre à compter de 2015 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur.

Cette nouvelle organisation, qui s'articule en métropole autour de 21 Centres Régionaux regroupés au sein de 4 Zones aux effectifs plus resserrés (en lieu et place des 34 Centres Opérationnels et 8 Régions antérieurs), s'est mise en place à compter du 1^{er} janvier 2015. Pour répondre aux exigences des clients de Veolia Eau, les Centres Régionaux se sont vu confier, au plus près du terrain par conséquent, un certain nombre de moyens notamment techniques et commerciaux précédemment alloués en Région. Parallèlement, la fonction comptable, mutualisable, a été regroupée dans un centre comptable national afin d'optimiser la productivité de ces tâches.

Au sein de cette organisation, pour faire face aux nouveaux défis auxquels se trouvent confrontés ses métiers, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'étude technique, service achats, expertises nationales...); étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Zone ou d'un Centre Régional par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part du Centre Régional (niveaux successifs du Centre, du service, de l'unité opérationnelle), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux) et de niveau Zone.

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Comme évoqué précédemment, Veolia Eau a décidé de mettre en œuvre à compter de 2015 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur.

Cette nouvelle organisation, qui s'articule en métropole autour de 21 Centres Régionaux aux moyens renforcés, s'est mise en place à compter du 1^{er} janvier 2015.

Ainsi, le Centre Régional Alsace Lorraine Franche-Comté mis en place dans le cadre de la nouvelle organisation est désormais responsable de 232 contrats de DSP qui, dans le cadre de l'organisation précédente, étaient suivis pour 15 d'entre eux par l'ancien Centre Alsace, pour 155 d'entre eux par l'ancien Centre Lorraine et pour 62 d'entre eux par l'ancien Centre Franche-Comté.

Ce Centre Régional est rattaché à la Zone Grand Est, qui couvre désormais le périmètre des anciennes Régions Est et Centre Est désormais supprimées. Enfin, ce Centre Régional bénéficie désormais directement à son niveau de moyens renforcés, et issus notamment d'une partie des moyens des anciens Centres et Régions supprimés.

Cette réorganisation a eu plusieurs impacts sur l'ensemble des CARE établis au titre de 2015 par la Société :

- D'une part, la mise en place de cette nouvelle organisation a engendré en 2015 comme en 2014 des coûts de restructuration par nature exceptionnels qui ont été répartis entre les contrats de la Société,
- D'autre part, ces changements d'organisation ont nécessairement modifié la répartition des charges indirectes en 2015 (ce qui est le propre de tout changement d'organisation dans toute entreprise quelle que soit la clef utilisée): les moyens mutualisés entre les contrats ont été organisés différemment et leurs coûts sont répartis sur des périmètres redessinés.

1. Changement(s) d'estimation

L'évolution du système d'information comptable de Veolia Eau a permis à la Société d'établir ses CARE directement au sein de celui-ci et non plus, comme c'était le cas jusqu'à présent, au moyen d'une application spécifique. Cette évolution permet une traçabilité et une réactivité encore accrues dans le processus d'élaboration des CARE. Pour accompagner ce changement, le mode de détermination de la clef de répartition « valeur ajoutée » a été simplifié :

- d'une part celle-ci est déterminée désormais directement au seul niveau du contrat et non plus, comme c'était le cas antérieurement « en cascade », c'est-à-dire que les charges indirectes engagées à un niveau donné étaient réparties en ajustant la valeur ajoutée des contrats de charges engagées à des niveaux intermédiaires,
- d'autre part, le nombre de postes de charges venant en minoration de la valeur ajoutée a été réduit pour ne plus concerner désormais que les charges contractuelles et les achats d'eau en gros. Enfin, un « forfait » de peines et soins de 5% est appliqué sur ces achats d'eau en gros,
- l'évolution décrite au présent paragraphe (et plus amplement détaillée au § 3.2) a été analysée comme un changement d'estimation.

2. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau, d'assainissement et de gaz, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente, en appréciant grâce aux données de gestion les volumes livrés aux consommateurs et non encore relevés à la clôture de l'exercice. Le cas échéant, les écarts d'estimation sont régularisés dans le chiffre d'affaires de l'année suivante.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusifs, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre produits facturés au cours de l'exercice et variation de la part estimée sur consommations.

3. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 3.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 3.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 3.1.2).

3.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

• les dépenses courantes d'exploitation (cf 3.1.1),

- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 3.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

3.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputé directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de certains impôts locaux, etc.

Il est par ailleurs rappelé que l'année 2010 a vu l'entrée en vigueur de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) qui est venue, avec la Contribution Foncière des Entreprises, se substituer à la Taxe Professionnelle. Alors que cette dernière était largement assise sur les installations et immobilisations attachées aux contrats (et alors imputée directement sur ceux-ci), la CVAE est calculée globalement au niveau de l'entreprise. A ce titre, elle a un caractère de charge indirecte et est répartie en application des modalités décrites au paragraphe § 3.2 (Charges réparties). La CFE est quant à elle imputée directement au contrat ou à un niveau supérieur (et alors répartie en tant charge indirecte) selon le périmètre de l'assiette.

Enfin, le déploiement de nouveaux outils en 2014 et 2015 a permis de renforcer la finesse d'imputation des différentes charges opérationnelles et en particulier celle des dépenses de personnel opérationnel en facilitant l'imputation au contrat ou au chantier. Ces actions ont eu pour effet d'augmenter la part des charges imputées directement au contrat.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau de l'unité opérationnelle (UO) dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats de l'UO. Ce calcul n'a pas d'incidence sur la présentation des charges, qui continuent à figurer selon leur nature dans les différentes rubriques du CARE.

3.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire);

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir notes 4 et 5 ciaprès).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après);
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements:

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat (voir note 5 ci-après) puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunt contractées par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

3.1.3. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2015 correspond au taux de base de l'impôt sur les sociétés (33,33 %), hors contributions sociale et exceptionnelle additionnelles (représentant au total jusqu'à 4,67 points d'impôt) applicables lorsque l'entreprise dépasse certains seuils. Il s'entend également hors effet du crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE) dont a pu bénéficier la société et qui a été porté en minoration de son impôt sur les sociétés dans ses comptes sociaux.

3.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

3.2.1. Principe de répartition

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, zones, centres régionaux, services (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées. Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 3.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

3.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Centres Régionaux a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites cidessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats.

3.3. Autres charges

3.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maitrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP: suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,..).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 3.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

3.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2015 au titre de l'exercice 2014.

3.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en soustraitance.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2015 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2016.

Notes:

- 1. Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.
- 2. C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.
- 3. L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:
 - le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,
 - la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.
- 4. Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.
- 5. S'agissant des contrats concernés par l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 concernant les contrats de Délégation de Service Public dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement pour lesquels l'examen des clauses contractuelles prévu par l'Arrêt n'étaient pas encore finalisées au 31 12 2015 ou encore faisant l'objet d'une procédure judiciaire, la durée initiale du contrat a été maintenue.

→ Avis des commissaires aux comptes

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

7.6. Actualité réglementaire 2016

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Services publics locaux

→ Application de la Loi NOTRe

Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE).

L'arrêté du 20 janvier 2016 modifie l'arrêté du 17 mars 2006. Il impose qu'une Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (Socle) soit annexée au plus tard le 31 décembre 2017 à chacun des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE - définissant les priorités des politiques de l'eau sur chacun des grands bassins hydrographiques). La première Socle sera établie par le préfet coordonnateur de bassin après avis du comité de bassin.

Dans une note d'information aux Préfets en date du 13 juillet 2016, la Direction Générale des Collectivités Locales rappelle qu'à compter du 1^{er} janvier 2020, les compétences «eau» et «assainissement» seront exercées à titre obligatoire par les communautés de communes (CC) et communautés d'agglomération (CA). Pour ce qui concerne la compétence «assainissement», elle expose les mécanismes transitoires applicables aux CC pour la période 2018-2020. Enfin, elle souligne que la compétence «assainissement» inclut le service d'évacuation et de traitement des eaux pluviales.

La note aux préfets coordonnateurs de bassin du 7 novembre 2016 détaille les échéances de mise en œuvre dans les territoires des nouvelles compétences de la gestion locale de l'eau, à savoir :

- → Etape 1 pour le 31/12/2017 : centrée sur les compétences Gemapi, Eau et Assainissement incluant une phase de consultation des Collectivités durant l'été 2017 ;
- → Etape 2, à l'horizon 2020/2021 : en configuration définitive pour intégration dans les SDAGE 2022 2027.

L'annexe de la note du 7 novembre 2016 liste l'ensemble des compétences exclusives et partagées selon la nature des Collectivités (EPCI, Département, Région). Les compétences exclusives des EPCI sont « eau », « assainissement », « GEMAPI», « eaux pluviales urbaines » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie ».

Contentieux européens et responsabilité des collectivités territoriales.

Pris au titre de l'article 112 de la loi NOTRe (codifié L.1611-10 dans le CGCT), le décret n°2016-1910 du 27 décembre 2016 précise les modalités selon lesquelles l'Etat peut solliciter les collectivités territoriales dans le cadre d'un manquement au droit de l'Union Européenne relevant en tout ou partie de compétences exercées par les collectivités territoriales ou leurs groupements.

→ GEMAPI

L'acronyme GEMAPI pour « GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » désigne communément le transfert obligatoire d'un bloc de 4 des 12 compétences désignées dans l'article L211-7 du Code de L'Environnement vers les communes ou les EPCI à fiscalité propre, tel qu'introduit dans la loi dans la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite « MAPTAM »).

Plusieurs textes législatifs et réglementaires publiés en 2016 ont précisé les modalités de ce transfert de compétences devant survenir au 1^{er} janvier 2018.

Loi biodiversité.

Les articles 61 à 65 de la loi Biodiversité du 8 août 2016 introduisent différentes dispositions concernant les Etablissements Publics de Territoriaux de Bassin et les modalités d'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Prévention des inondations et systèmes d'endiguement.

Dans une note du 13 avril 2016, relative à la gestion des systèmes d'endiguement, le MEEM apporte un éclairage technique sur la nouvelle gestion des systèmes d'endiguement et précise les conditions de mise à disposition des ouvrages existants aux autorités compétentes en matière de GEMAPI. Notamment, un guide méthodologique précise l'économie générale des systèmes d'endiguement et présente les modalités d'exercice de la maîtrise d'ouvrage pour les systèmes d'endiguement, selon que la compétence GEMAPI est exercée directement, par transfert ou délégation de compétence.

Les actions nationales prioritaires en matière de risque d'inondation pour 2016-2017 ont été précisées dans une instruction du 26 juillet 2016 (BO min. Écologie n° 14/2016, 10 août).

→ Marchés publics et concessions

L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics a été complétée par le décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016, la nouvelle réglementation applicable aux marchés publics est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2016 et s'applique aux marchés passés postérieurement à cette date.

L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et son décret d'application n°2016-86 du 1^{er} février 2016 ont quant à eux mis en application le nouveau régime des concessions au titre desquelles figurent les concessions de services publics et donc les délégations de services publics d'eau et d'assainissement. Ce nouveau régime est applicable aux procédures engagées postérieurement au 1^{er} avril 2016 à l'exception notable des dispositions relatives aux conditions de modification des concessions qui elles s'appliquent aux contrats en cours.

Ces deux dispositifs très structurants ont été complétés par divers textes au contenu plus administratifs : deux arrêtés des 19 mars et 25 mai 2016 listant les documents et certificats pouvant être demandés aux candidats à un marché public ainsi qu'un arrêté du 21 mars 2016 fixant le modèle d'avis à appliquer pour la passation d'un contrat de concession.

→ Numérique

Loi pour une République Numérique.

La loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République Numérique intègre dans le champ de la libre réutilisation toutes les données produites ou reçues par des personnes exerçant un SPIC revenant ainsi sur l'exception mise en place par la loi sur l'Open Data dite « Valter » du 29 décembre 2015.

La loi maintient néanmoins une exception en dotant les administrations exerçant une mission de SPIC soumise à la concurrence du droit de s'opposer à la libre réutilisation des bases de données qu'elles ont produites ou reçues.

Un décret n°2016-1036 du 28 juillet 2016, dont l'entrée en vigueur a été fixée au 1^{er} janvier 2017, encadre les conditions dans lesquelles des redevances de réutilisation de données publiques peuvent être appliquées, par dérogation au principe de gratuité, ainsi que leurs modalités de calcul.

Saisie de l'administration par Voie Electronique.

Deux textes publiés en 2016 sont venus préciser le droit des usagers de saisir les services publics locaux par voie électronique.

- 1. Le décret n°2016-1411 du 20 octobre 2016 prévoit les conditions d'application du droit de saisir l'administration par voie électronique qui s'applique selon les mêmes règles aux administrations de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs établissements publics administratifs et aux organismes et personnes de droit public et de droit privé chargés d'une mission de service public administratif.
- 2. Le décret n°2016-1491 du 4 novembre 2016 fixe les démarches faisant exceptions temporaires ou définitives à ce droit de saisie au profit des collectivités territoriales, de leurs établissements publics et des établissements publics de coopération intercommunale.

Facturation électronique.

Le décret du 2 novembre 2016 et l'arrêté du 9 novembre ont été pris en application de l'ordonnance du 26 juin 2014, relative au développement de la facturation électronique. Cette nouvelle réglementation s'applique à compter du 1^{er}janvier 2017 aux grandes entreprises et aux personnes publiques.

Elle stipule que les fournisseurs de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics doivent obligatoirement transmettre leurs factures sous forme électronique. En retour, l'Etat, les collectivités territoriales et des établissements publics sont tenus d'accepter les factures électroniques de leurs fournisseurs.

Les textes précisent que la dématérialisation doit s'opérer via le portail mis en œuvre à cet effet par le ministère du Budget (« Chorus pro »), à l'exclusion de tout autre mode de transmission. Mais également que les entités publiques ne pourront rejeter les factures transmises hors Chorus Pro (ex : envoi de factures papier) qu'après avoir rappelé l'obligation de dématérialisation, via Chorus Pro, à leur fournisseur.

L'AIFE (Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat), dépendant du ministère des Finances édite un annuaire des entités publiques concernées par la réforme (services de l'Etat, collectivités territoriales, établissements publics).

→ Amiante

L'article 113 de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels crée un nouvel article au sein du code du travail, l'article L. 4412-2, sur le repérage avant travaux en matière d'amiante.

Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles a désormais une obligation légale de faire rechercher la présence d'amiante, préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Les modalités d'application et, le cas échéant d'exemption, de cette mesure seront précisées par voie réglementaire.

→ Transition énergétique et émission de GES

Certificats d'Economie d'Energie.

L'arrêté du 5 août 2016 portant validation du programme « Expérimentation d'un passeport de rénovation énergétique dans les TEPCV avec pré-diagnostic en ligne » rend possible la valorisation des diagnostics énergétiques dans les territoires labellisés "énergie positive" grâce au dispositif des certificats d'économie d'énergie.

Emissions atmosphériques et Gaz à Effet de Serre.

L'ordonnance n° 2015-1737 et le décret n° 2015-1738 du 24 décembre 2015 sont venus changer sensiblement les règles applicables à compter du 1^{er} janvier 2016. En effet, l'administration s'est rendue compte des similitudes des données à traiter pour établir les BEGES et les audits et a lissé les différences entre les deux référentiels. Les BEGES et audits sont soumis à un nouveau régime avec une nouvelle périodicité pour les BEGES (4 ans au lieu de 3 ans), un délai prolongé pour la remise des audits, des sanctions administratives pour défaut de production des BEGES, et la production de ces deux documents sur une plateforme informatique gérée par l'ADEME. Deux arrêtés complètent le dispositif : un arrêté précise les données à renseigner sur la plate-forme informatique mise en place pour les BEGES tandis qu'un autre ajoute un gaz, le trifluorure d'azote, qui devra être pris en compte dans les BEGES devant être rendus à partir du 1^{er} juillet 2016.

→ Economie circulaire

Réutilisation des eaux traitées (REUT).

L'arrêté du 26 avril 2016 modifie l'arrêté du 2 août 2010 relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts en repoussant le délai de mise en conformité des installations existantes au 31 décembre 2019.

Une instruction interministérielle également en date du 26 avril 2016 vient préciser les modalités d'application de l'arrêté du 2 août 2010.

Sortie du statut de déchets (SSD).

L'arrêté du 24 août 2016 fixe les critères de sortie du statut de déchet pour les déchets graisseux et les huiles alimentaires usagées pour une utilisation en tant que combustible dans une installation de combustion classée sous la rubrique 2910-B au titre de la nomenclature des ICPE et d'une puissance supérieure à 0,1 MW.

Biogaz.

L'ordonnance n° 2016-411 du 7 avril 2016 vise à favoriser le développement de la filière d'injection de biométhane dans les réseaux de distribution de gaz afin d'atteindre les objectifs de production fixés dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) prévue à l'article L.141-1 du code de l'énergie. Certaines dispositions sont applicables depuis le 1^{er} juillet 2016.

Décret n° 2016-929 du 7 juillet 2016 : En application de la loi sur la transition énergétique, les installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matières végétales brutes peuvent être approvisionnées par des cultures alimentaires, dans la limite de seuils définis par le décret le seuil est, sauf dérogation, de 15 % du tonnage brut total des intrants par année civile. Cette disposition ne s'applique qu'aux installations mises en service après le 1^{er} janvier 2017.

L'arrêté du 13 décembre 2016 fixe les conditions d'achat pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute implantées sur le territoire métropolitain continental d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW.

Biomasse.

Le décret n° 2016-1134 du 19 août 2016 pris en application des articles 175 et 197 de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte prévoit le contenu de la stratégie nationale de mobilisation de la biomasse (SNMB) et des schémas régionaux biomasse (SRB). Les SNMB et SRB visent les actions nécessaires à la réalisation de l'objectif de réduction de 30 % de la consommation énergétique primaire des énergies fossiles en 2030, par rapport à l'année de référence 2012.

Service public de l' Assainissement

→ Relation avec les abonnés

Recouvrement des petites créances.

Depuis le 1^{er} juin 2016, il est possible en application du décret n°2016-285 du 9 mars 2016 et du nouvel article 1244-4 du Code Civil (loi n°2015 du 6 août 2015) de recouvrer une créance jusqu'à 4000 euros (principal et intérêts compris) par la procédure simplifiée de recouvrement des petites créances mise en œuvre auprès d'un huissier de justice sans faire appel à un juge.

Présentation du prix au litre.

L'arrêté du 28 avril 2016 définit les modalités de calcul et de présentation du prix du litre d'eau tel qu'il doit figurer sur la facture dès le 1^{er} janvier 2017. Le consommateur est informé du prix du prix de l'eau en distinguant, d'une part, le coût de l'abonnement et, d'autre part, le prix TTC du litre d'eau basé sur la seule consommation.

L'indication du prix au litre apparait déjà sur les factures des abonnés mais la règle de présentation nécessitait d'être harmonisée.

→ Recherche de Substances Dangereuses dans les Eaux / Micropolluants

La note technique du 12 août 2016 précise les modalités de recherche des substances dangereuses dans les eaux (RSDE). Cette surveillance, suspendue par la note du 19 janvier 2015, devra être de nouveau mise en œuvre en 2018 sur les stations d'épuration de plus de 10 000 EH. Par ailleurs, la note du 12 août 2016 renforce la lutte à la source contre les micropolluants en rendant obligatoire la recherche au sein de la zone de collecte des émetteurs de substances présentes significativement au niveau de la station d'épuration, et cela dès 2017 pour un certain nombre de systèmes d'assainissement. Des arrêtés préfectoraux complémentaires doivent être pris avant le 31 mars 2017.

→ Redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique

L'arrêté du 24 juin 2016 et l'arrêté du 12 octobre 2016 ont modifié l'arrêté du 21 décembre 2007 qui fixe les modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte pour les rejets 'non-domestiques'. En particulier, sont mises à jour les annexes III et VI (suivi régulier des rejets et détermination du niveau de pollution annuelle évitée). Le présent arrêté précise notamment que les organismes en charge du diagnostic technique du fonctionnement du dispositif devront justifier d'une habilitation avant le 31 décembre 2016.

→ Sous-Produits

L'article 83 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 supprime la taxe destinée à financer le fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues d'épuration (via l'abrogation de l'article L425-1 du code des assurances).

→ Travaux à proximité des réseaux

L'arrêté du 12 janvier 2016 modifie le formulaire CERFA relatif à l'avis de travaux urgents (ATU) et crée une notice explicative qui lui est associée. Il modifie également le formulaire CERFA relatif au récépissé de DT ou de DICT.

L'ordonnance n°2016-282 du 10 mars 2016 modifie de façon mineure la seule partie législative des articles du Code de l'Environnement relatifs à la réforme.

L'arrêté du 26 juillet 2016 fixe pour l'année 2016 le barème des redevances instituées pour financer le téléservice (« Guichet Unique » de l'Inéris) référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux tiers.

L'arrêté du 27 décembre 2016 rend d'application obligatoire le guide technique, récemment remis à jour sous la forme de trois fascicules. Le texte simplifie par ailleurs le fonctionnement du guichet unique, en particulier la gestion des modifications des zones d'implantation des réseaux justifiées par les mises à jour successives de la carte des périmètres des communes.

→ Dispositions diverses

Seveso 3 et gestion des déchets.

Un nouveau guide du Ministère et de l'INERIS présente également la méthodologie de classification des mélanges de déchets permettant de déterminer le statut Seveso d'un établissement de gestion des déchets.

Assainissement, Biodiversité et qualité des milieux

→ Loi Biodiversité

Promulguée le 8 août 2016, la loi n°2016-1087 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages renforce le droit de l'environnement et la protection de la biodiversité (avec l'introduction de 4 nouveaux principes généraux du droit de l'environnement, notamment les principes de solidarité écologique et de non-régression), l'introduction de la réparation du préjudice écologique dans le code civil, le mécanisme de l'accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages et le nouveau dispositif de compensation des atteintes à la biodiversité Cette loi modifie par ailleurs la gouvernance de la politique de l'eau (composition des comités de bassin, attribution des aides des agences de l'eau, ...).

Le décret n°2016-1842 du 26 décembre 2016 fixe l'organisation et le fonctionnement de l'Agence Française de la Biodiversité (AFB), nouvel établissement public créé par la loi du 8 août 2016. A compter du 1^{er} janvier 2017, l'AFB reprend notamment les fonctions précédemment exercées par l'ONEMA.

→ Action de groupe

La loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21e siècle crée un socle commun pour les actions de groupe applicables aux secteurs de la santé, des discriminations, de l'environnement et du traitement des données personnelles numériques. L'action de groupe est codifiée à l'art. L. 142-3-1 du code de l'environnement et peut être actionnée devant les juges judiciaires et administratifs par toutes associations, régulièrement déclarées depuis au moins cinq ans, dont les statuts comportent la défense de dommages corporels ou la défense des intérêts économiques de leurs membres ou toutes associations agréées de protection de l'environnement.

→ Zones vulnérables

L'arrêté du 11 octobre 2016 modifie l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Cet arrêté précise les capacités de stockage des effluents d'élevage et leurs délais de mise en œuvre ainsi que les caractéristiques des « bandes enherbées » visant à limiter les fuites d'azote par ruissellement au cours des périodes pluvieuses.

→ Substances prioritaires dans les milieux

Une note technique du Ministère de l'Environnement du 20 janvier 2016 dresse les objectifs et les caractéristiques de la liste de vigilance européenne dans la surveillance de l'état chimique des eaux de surface ainsi que les modalités de mise en œuvre de cette liste de vigilance au niveau national pour le cycle de surveillance (2016-2017).

7.7. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement:

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles:

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m³/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001:

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001:

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001:

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification OHSAS 18001:

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Client (abonné):

Le client est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Le client est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les clients eau, les clients assainissement collectif et les clients assainissement non collectif.

Le client perd sa qualité d'abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un client correspond à un abonnement : le nombre de clients est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5:

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant:

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES:

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'usager ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : http://services.eaufrance.fr/

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0]:

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1]:

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

7.8. Autres annexes

Intitulé	Description	Nombre de pages
Annexe 1	Travaux d'entretien sur réseaux	1
Annexe 2	Curages	7
Annexe 3	Branchements	1
Annexe 4	Attestation d'assurance	1

TRAVAUX D'ENTRETIEN							
FINANCEMENT DELEGAT	AIRE]					
RECAPITULATIF							
Rescellement de tampons	1						
Rescellement de grilles avaloirs	19						
Réparation de Regard	15						
Réparation de Collecteur							
	35]					
Tampons regards de visite]						
				T			T
COMMUNES	DATES	N°	ADRESSES	TRAVAUX	OUVRAGES	TYPE DE RESEAUX	NB
BOUXIERES AUX DAMES	12/12/2016	Rond-point	RUISSEAU	Rescellement	Tampon regard de visite	Unitaire	1
Grilles avaloirs]						1
COMMUNES	DATES	N°	ADRESSES	TRAVAUX	OUVRAGES	TYPE DE RESEAUX	NB
BOUXIERES AUX DAMES	26/01/2016	(giron)	DOMAINE	Rescellement	Grilles avaloirs	Unitaire	1
BOUXIERES AUX DAMES	17/03/2016	33 - 35	MIRJOLAINES	Rescellement	Grilles avaloirs	Unitaire	2
BOUXIERES AUX DAMES	18/03/2016	2	MIRJOLAINES	Rescellement	Grilles avaloirs	Unitaire	1
BOUXIERES AUX DAMES	12/05/2016	4-6	MIRJOLAINES	Rescellement	Grilles avaloirs	Unitaire	4
BOUXIERES AUX DAMES	18/04/2016	10-12	MIRJOLAINES	Rescellement	Grilles avaloirs	Unitaire	4
BOUXIERES AUX DAMES	10/05/2016	16-18	MIRJOLAINES	Rescellement	Grilles avaloirs	Unitaire	4
BOUXIERES AUX DAMES	17/03/2016	8	JERICHO	Rescellement	Grilles avaloirs	Unitaire	1
BOUXIERES AUX DAMES	19/09/2016	10	TAHONS	Rescellement	Grilles avaloirs	Unitaire	1
BOUXIERES AUX DAMES	07/12/2016		DOMAINE	Rescellement	Grilles avaloirs	Unitaire	1
Réparation de Regards	1						19
COMMUNES	DATES	N°	ADRESSES	TRAVAUX	OUVRAGES	TYPE DE RESEAUX	NB
BOUXIERES AUX DAMES	04/03/2016	-	CORVEES	Réparation	regards avaloirs	Eaux Pluviales	1
BOUXIERES AUX DAMES	18/03/2016	2	MIRJOLAINES	Réparation	regards avaloirs	Eaux Pluviales	1
BOUXIERES AUX DAMES	12/05/2016	4-6	MIRJOLAINES	Réparation	regards avaloirs	Eaux Pluviales	4
BOUXIERES AUX DAMES	18/04/2016	10-12	MIRJOLAINES	Réparation	regards avaloirs	Eaux Pluviales	4
BOUXIERES AUX DAMES	10/05/2016	16-18	MIRJOLAINES	Réparation	regards avaloirs	Eaux Pluviales	4
BOUXIERES AUX DAMES	17/03/2016	8	JERICHO	Réparation	regards avaloirs	Eaux Pluviales	1
	•						15
Réparation de Collecteur]						
COMMUNES	DATES	N°	ADRESSES	TRAVAUX	OUVRAGES	TYPE DE RESEAUX	NB
BOUXIERES AUX DAMES	<u> </u>			Réparation	Collecteur	Unitaire	0
							0
FI	NANCEMEN	T COLLECTIV	ITE				
COMMUNES	DATES	N°	ADRESSES	TRAVAUX	OUVRAGES	TYPE DE RESEAUX	NB
BOUXIERES AUX DAMES							
							0

	CANALIS	SATIONS			
COMMUNE	LIEU	OUVRAGE	RESEAU	QUANTITE (ml)	DN
BOUXIERES AUX DAMES	RUE DES MIRJOLAINES	COLLECTEUR	Unitaire	600,00	400
BOUXIERES AUX DAMES	RUE DES MIRJOLAINES	COLLECTEUR	Eaux usées	30,00	200
BOUXIERES AUX DAMES	RUE DES MIRJOLAINES	COLLECTEUR	Eaux usées	430,00	300
BOUXIERES AUX DAMES	RUE DES MIRJOLAINES	COLLECTEUR	Eaux usées	120,00	600
BOUXIERES AUX DAMES	RUE DE MONTATAIRE	COLLECTEUR	Unitaire	130,00	300
BOUXIERES AUX DAMES	RUE RAYMOND POINCARE	COLLECTEUR	Eaux pluviales	60,00	300
BOUXIERES AUX DAMES	RUE RAYMOND POINCARE	COLLECTEUR	Eaux pluviales	130,00	200
BOUXIERES AUX DAMES	RUE RAYMOND POINCARE	COLLECTEUR	Eaux pluviales	280,00	400
BOUXIERES AUX DAMES	RUE RAYMOND POINCARE	COLLECTEUR	Eaux usées	540,00	400
BOUXIERES AUX DAMES	RUE RAYMOND POINCARE	COLLECTEUR	Eaux pluviales	70,00	200
BOUXIERES AUX DAMES	RUE RAYMOND POINCARE	COLLECTEUR	Eaux usées	360,00	500
BOUXIERES AUX DAMES	RUE RAYMOND POINCARE	COLLECTEUR	Eaux usées	190,00	400
BOUXIERES AUX DAMES	RUE RAYMOND POINCARE	COLLECTEUR	Eaux pluviales	540,00	400
BOUXIERES AUX DAMES	RUE DU TEMERAIRE	COLLECTEUR	Eaux pluviales	330,00	150
BOUXIERES AUX DAMES	RUE DU TEMERAIRE	COLLECTEUR	Unitaire	460,00	400
BOUXIERES AUX DAMES	RUE DU TEMERAIRE	COLLECTEUR	Unitaire	60,00	400
BOUXIERES AUX DAMES	AV FOCH	COLLECTEUR	Unitaire	220,00	400
BOUXIERES AUX DAMES	AV FOCH	COLLECTEUR	Eaux usées	90,00	100
BOUXIERES AUX DAMES	AV FOCH	COLLECTEUR	Eaux pluviales	360,00	200
BOUXIERES AUX DAMES	RUE NEUVE	COLLECTEUR	Eaux usées	100,00	200
BOUXIERES AUX DAMES	CHEMIN DES CLOS	COLLECTEUR	Eaux pluviales	112,00	200
BOUXIERES AUX DAMES	RUE ALSACE LORRAINE	COLLECTEUR	Unitaire	230,00	300
				5 442,00	

			BRANCHEMENTS			
DATE	ACTIVITE	TYPE DE RESEAUX	COMMUNE	N°	LIEU	QUANTITE
20/01/2016	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	3	Saint MARTIN (rue)	1
08/02/2016	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	12	Source (rue de la)	1
07/03/2016	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	16	Général Leclerc	1
04/05/2016	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES		Champs	1
26/07/2016	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	17	Cendrillon (rue)	1
17/10/2016	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES		Foch (rue)	1
14/11/2016	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	Service technique	Temeraire (rue du)	1
02/12/2016	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	Service technique	Temeraire (rue du)	1
21/12/2016	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	33	Abbaye (rue de l')	1
					TOTAL	9

BOITES DE BRANCHEMENT										
DATE	ACTIVITE	TYPE DE RESEAUX	COMMUNE	N°	LIEU	QUANTITE				
20/01/2016	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	3	Saint MARTIN (rue)	1				
07/03/2016	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	16	Général Leclerc	1				
14/11/2016	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	Service technique	Temeraire (rue du)	2				
02/12/2016	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	Service technique	Temeraire (rue du)	2				
21/12/2016	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	33	Abbaye (rue de l')	1				
					TOTAL	7				

		AVALO	DIRS ET REGARDS AVA	LOIRS		
DATE	ACTIVITE	TYPE DE RESEAUX	COMMUNE	N°	LIEU	QUANTITE
	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	1	Corvées (rue des)	1
	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	35	ABBAYE (rue de l')	1
	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	2	Mirjolaines (rue des)	1
	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	4-6	Mirjolaines (rue des)	4
	DESOBSTRUCTION	EP	BOUXIERES AUX DAMES	10-12	Mirjolaines (rue des)	4
	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	16-18	Mirjolaines (rue des)	4
	DESOBSTRUCTION	UNITAIRE	BOUXIERES AUX DAMES	8	Jéricho	1
					TOTAL	16

CANALISATIONS									
DATE	ACTIVITE	COMMUNE	N°	LIEU	QUANTITE (ml)	TIPE RESEAU	DIAIVIETRE		
16/03/2016	DESOBSTRUCTION	BOUXIERES AUX	A31	FOSSÉ EXUTOIRE STEP	40,00	UNITAIRE	1000		
10/03/2010	DESOBSTRUCTION	DAMES	K31	1 033L LX0 TOTAL STEP			1000		
04/05/2046	DESOBSTRUCTION	BOUXIERES AUX		Champs (rue des)	20,00		460		
04/05/2016		DAMES				EP	160		
40/05/2046	DESOBSTRUCTION	BOUXIERES AUX	Amont PR	Foch (rue)	40,00	F.1.	200		
19/05/2016		DAMES				EU	200		
10/10/2015	DESOBSTRUCTION	BOUXIERES AUX	Amont PR	Foch (rue)	40,00				
13/10/2016		DAMES				EU	200		
00/11/0015	DESOBSTRUCTION	BOUXIERES AUX		Foch (rue)	40.00				
03/11/2016		DAMES	DAMES Amont PR For		40,00	EU	200		
	•	TOTAL			180,00				

RUES	NOMBRE
RUE DES TROIS FRERES LIEVRES	
RUE DE LA GOULOTTE	4:
PLACE DE LA GOULOTTE	
RUE DU HAUT BOIS	11
PLACE DU BOIS DE FAULX	
RUE DE MIRJOLAINE	39
RUE DES VERGERS	2
RUE DE CHIERFONTAINE	į
RUE DES NOYERS	į
RUE DE MERREY	4
RUE DU DOMAINE	
RUE DE LA FORET	
RUE DES CHARMES	;
PLACE FONTENOTTE	;
PLACE DE L'ETANG	:
PLACE DE LA LONGUE HAIE	:
PLACE DE LA LONGINES	
RUE DU HAMEAU	(
PLACE DU CHÂTEAU	<u> </u>
PLACE DU GIRON	
RUE DE LA DAMES BLANCHES	
RUE DU MARECHAL LYAUTEY	12
RUE JERICHO	2:
RUE DE LA CROIX	
RUE DES PLAISANCES	
PLACE DES VERGERS	
RUE DU CHAMP RETRAIT	
PLACE SAINTE BARBE	
RUE DES COUTANCES	
PLACE DU HAUT BOIS	
RUE DU CHANOIS	1
RUE DU CHANOIS	1
PLACE DES CHASUPES	4
RUE SAINT ANTOINE	10
RUE DU RUISSEAU	36
RUE DES HAUTS NEVAUX	18
RUE DES TAHONS	43

CURAGE AVALOIRS	
RUE DE CLEVANT	11
RUE DE LA MEURTHE	4
RUE DES NARVANNES	20
RUE DE LA MINE	6
RUE DE MONTATAIRE	3
RUE DU MOULIN	4
RUE DU PLAN	3
RUE DES PRES	2
RUE DE LA SOURCE	2
RUE DE L'ABBAYE	23
RUE GAL LECLERC	9
RUE DU CONTE FRAWENBERG	10
CHEMIN DES CLOS	10
RUE DU MARAIS	2
RUE DU SQUARE	4
RUE DES CARROSSES	9
RUE DES DAMES CHANOINESSES	3
RUE ALSACE LORRAINE	11
RUE DES TEMERAIRES	9
RUE DES PAQUERETTES	22
RUE DES CORVEES	3
RUE DES JARDINS FLEURIS	13
RUE DES MIRABELLES	2
RUE CHARLES BOURSEUL	7
RUE RAYMOND POINCARE	34
AVENUE FOCH	8
RUE DE CLAIRJOIE	8
RUE DES CLOS	10
RUE DU BOIS DES DAMES	3
CHEMIN DU PAQUIS	7
RUE DES TROIS FRERES LIEVRES	4
CHEMIN DE LA FERME	3
RUE ARSENE GALILE	3
RUE DE LA CHAPELLE	1
RUE DU BOIS DES DAMES	3
RUE DU PETIT CHANOIS	2
RUE CENDRILLON	9
RUE VICTOR HENRY	4
RUE DU HAUT DE LA CHENEAU	4

CURAGE AVALOIRS	
RUE SAINT MARTIN	9
RUE DE BEUVIGNES	8
RUE DU CHAUX FOUR	1
RUE DU COTEAU	5
RUE DES VIGNES	1
PLACE DES COUTANCES	1
PLACE RICHEMONT	1
SENTIER DE BEUVIGNES	2
CHEMIN DE LA FERME	4
RUE DE LA CHAPELLE	2
RUE DU PETIT CHANOIS	2
RUE CENDRILLON	9
RUE DE BEUVIGNES	8
RUE DU CHAUX FOUR	1
SAINT GAUZELIN	3
RUE NEUVE	2
RUE DU CLOITRE	2
CHEMIN DU PAQUIS	4
SENTIER DE BEUVIGNES	2
RUE DE LA GOULOTTE	38
RUE JERICHO	27
RUE DE MIRJOLAINE	39
PLACE DE LA GOULOTTE	4
RUE DU HAUT BOIS	5
RUE DES NOYERS	2
RUE DE LA GOULOTTE	3
RUE JERICHO	2
RUE DE LA FORET	2
RUE DES CHARMES	6
RUE DU HAMEAU	1
PLACE DE L'ETANG	2
PLACE FONTENOTTE	1
PLACE DE LA LONGUE HAIE	2
PLACE DE LA LONGINES	2
RUE DU DOMAINE	4
RUE DE MERREY	2
PLACE DU GIRON	1
PLACE DU CHÂTEAU	12
RUE DE CLAIRJOIE	8
RUE DES CLOS	3

CURAGE AVALOIRS	
RUE DU BOIS DES DAMES	2
RUE DES VERGERS	9
RUE DE CHIERFONTAINE	5
RUE DES NOYERS	3
RUE DE LA CROIX	1
PLACE DES VERGERS	5
RUE DES PLAISANCES	13
RUE DU RUISSEAU	17
RUE DE LA MEURTHE	2
RUE DES PRES	7
RUE DE CLEVANT	11
RUE DES NARVANNES	3
RUE DE LA SOURCE	1
RUE DU PLAN	3
RUE DU MOULIN	3
RUE DE MONTATAIRE	1
RUE DU CARREAU	6
RUE DE LA MINE	1
PLACE DU BOIS DE FAULX	2
RUE DU SQUARE	3
RUE DU MARAIS	2
RUE DU COTEAU	11
RUE DU CHANOIS	1
RUE DU CHAMP RETRAIT	3
PLACE SAINTE BARBE	3
PLACE DES CHASUPES	6
RUE DES HAUTS NEVAUX	3
PLACE DU HAUT BOIS	2
PLACE DES COUTANCES	1
RUE DU CHANOIS	13
RUE SAINT ANTOINE	17
RUE DES TAHONS	3
RUE DES DAMES CHANOINESSES	9
RUE DES CARROSSES	23
RUE DE L'ABBAYE	9
RUE GAL LECLERC	8
RUE DU CONTE FRAWENBERG	8
RUE DE LA DAMES BLANCHES	12
RUE DU MARECHAL LYAUTEY	15

CURAGE AVALOIRS	
RUE ALSACE LORRAINE	11
RUE DES JARDINS FLEURIS	26
RUE RAYMOND POINCARE	34
RUE DU BOIS DES DAMES	3
CHEMIN DE LA CHENEAU	1
RUE DES COUTANCES	1
RUE DES VIGNES	1
PLACE RICHEMONT	1
CHEMIN DU PAQUIS	9
RUE DES TEMERAIRES	8
AVENUE FOCH	8
RUE DES PAQUERETTES	3
RUE DES CORVEES	4
CHEMIN DES CLOS	4
RUE VICTOR HENRY	3
RUE DES TROIS FRERES LIEVRES	6
RUE ARSENE GALILE	3
RUE CHARLES BOURSEUL	7
RUE SAINT MARTIN	9
	1 265

BRANCHEMENTS NEUFS									
COMMUNE	DATE	NOM	N°	ADRESSE	MATERIAU	DN	TYPE	ML	QUANTITE
BOUXIERES AUX DAMES	15/09/2016	ABDELMAJID	21	CHANOIS	PVC	160	UNITAIRE	4,00	1
TOTAL								4,00	1

CONTROLES DE CONFORMITE BRANCHEMENTS								
FINANCEMENT TIERS								
COMMUNE DATE NOM N° ADRESSE NB CONFORM								
BOUXIERES AUX DAMES	27/01/2016	MES S.BONNE ET R.GAUTHIER	1	TERRASSES DES NARVANNES	1	CONFORME		
BOUXIERES AUX DAMES	08/06/2016	ZACHARIE Daniel	5	JARDINS FLEURIS	1	CONFORME		
BOUXIERES AUX DAMES	29/06/2016	OFFICE NOTARIALE MAGINOT	-	BEAUREGARD	1	NON CONFORME		
BOUXIERES AUX DAMES	26/07/2016	ETUDE ANCEL ET MOULIN	5	CHENEAU	1	NON CONFORME		
BOUXIERES AUX DAMES	05/10/2016	LHUILLIER	13	TROIS FRERES LIEVRE	1	CONFORME		
BOUXIERES AUX DAMES 30/11/2016 BELLANGER Guillaume 8 CLOS					1	CONFORME		
					6			

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, GRAS SAVOYE société de courtage d'assurance, n° ORIAS 97 001 707, dont le siège est sis :

Immauble Quai 33 – 33 qual de Dion-Bouton 92800 PUTEAUX, agissant par rièlègation et pour le compte des assureurs

attostons que la société 🗄

VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux 21 Rue La Boétie 75008 PARIS

est couverte par les polloes Dominages aux blens. Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Partes annoxes, de type « Tous Risques Sauf », portent d'une part le numéro 2016/FR/POBM0001 par CODEVE Insurance Limited Company, Elm Perk, Merrion Road, Dublin 4, ireland ; et d'autre part en excédent de la colice émise par CODEVE, les numéros XFR0065675PR at XFR0066375PR émises par AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE. Société Anonyme de droit Français, régie par la Code des Assurances, au capital de EUR 190.069.060, dont le siège social est situé 4, rue Jules Lefébvre 75428 Paris Cedex 09, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 399 227 354.

Ces contrats ent été seuscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agiasant tem pour son compte que pour le compte de ses (titules, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notemment pour le compte de :

VEDLIA EAU COMPAGNIE GENERALE DES EAUX 21, rue La Boétie - 75008 PARIS

Ces policas en Egne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location) les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les évènements suivents :

Incendle – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempétes – Grête (Dommages de grête exclus sur le matériel roufant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malvelliance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatieux – Vol – Evènements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.1125-1 et suivents du code des Assurances), Actes de Terroriame et Attentets en France, (art.1126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est va abla du 1^{er} Janvier 2017 jusqu'au 31 **Décembre 2017**, sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de le police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou por le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LÍMITOS DU CONTRAT AUQUEL ELLE SCIRCFERC.

Fait à Puteaux, le 27 décembre 2016

CRAS SAVOYE

Sovité que Arizon Sirepfüle au Cappal de 1.422.600 €

Immerable Quai 33, 33/34 Quai de Dion-Bouleu
CS 70001 - 92814 Paracoux Cerèce
© 11 414 3 50 60 - Telécope 01 41 45 55 55

SII 24667 R.C.S NANTERRE. 30 FR 61 311 246 53

Increstricidation. ORLAS ; 07 091 307

Ressourcer le monde